

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Juillet-Août 2007

Investissement

MONDIALISATION

Le rôle des Banques centrales

INTERVIEW

President and CEO, Jeffrey
Diermeier, CFA

REPORTAGE

Les États-Unis
d'Afrique, réalité ou
utopie

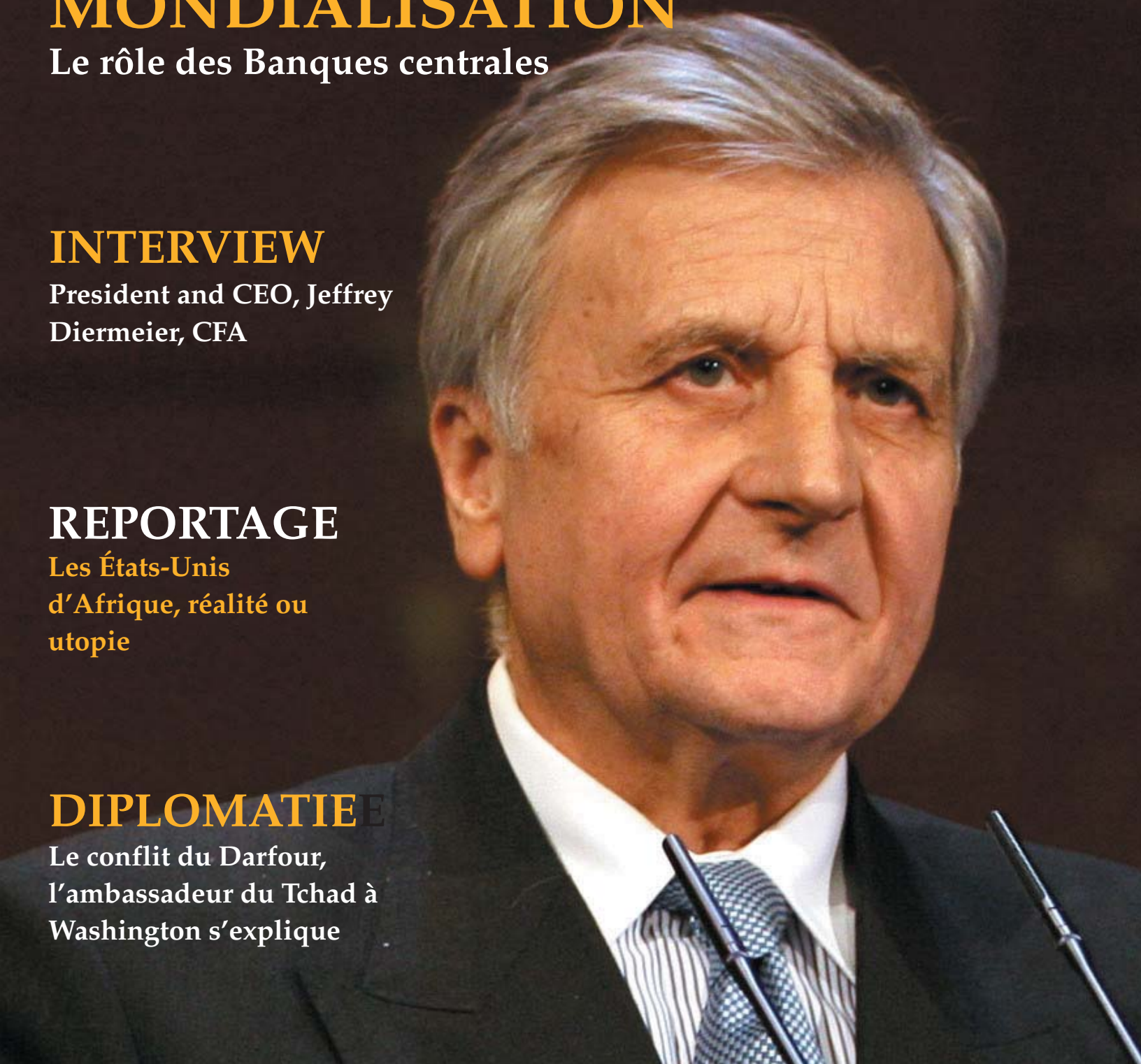
DIPLOMATIE

Le conflit du Darfour,
l'ambassadeur du Tchad à
Washington s'explique

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestment.com





DESSAU SOPRIN

Fondée en 1957, Dessau-Soprin est une des plus importantes sociétés canadiennes d'ingénierie-construction. Elle offre une large gamme de services dans des domaines d'expertise qui reflètent l'excellence et la notoriété du Canada, à savoir : transports, énergie, télécommunications, environnement et développement durable, géotechnique, matériaux et qualité, bâtiments, développement urbain, urbanisme et architecture de paysage, gestion et construction. La firme compte plus de 1600 employés et atteint un chiffre d'affaires dépassant les 150 M\$ CA.

Un guichet unique de services

Au fil des ans, déterminée à offrir un guichet unique de services professionnels à ses clients, Dessau-Soprin a développé une expertise de pointe dans de nombreux domaines d'activité liés à l'ingénierie et à la construction. Son savoir-faire sans pareil lui permet de planifier, concevoir, construire et gérer l'ensemble des infrastructures de ses clients privés et publics. Afin de répondre aux nouvelles réalités économiques et aux besoins spécifiques de ses clients, Dessau-Soprin a ajouté la réalisation

La société participe à des projets réalisés dans le respect de l'environnement, qui visent le désenclavement de régions éloignées, l'approvisionnement en eau et en électricité et la création de conditions favorables au développement économique. Elle contribue ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations concernées. L'expérience de Dessau-Soprin dans des domaines clés du développement en fait un partenaire de premier plan pour la réalisation de mandats internationaux exigeant génie, souplesse et



Surveillance de la construction d'une autoroute au Maroc



Jean-Pierre Sauriol, Président

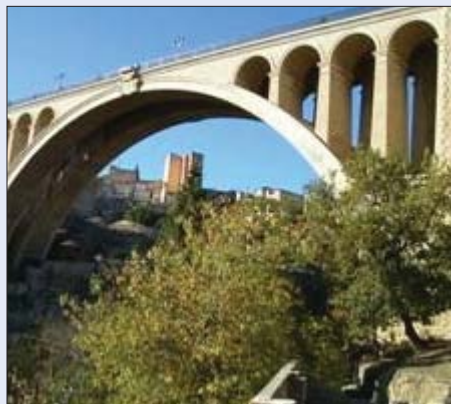
national (ACDI), Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque Inter-Américaine de développement, etc. Dessau-Soprin possède des bureaux internationaux en Algérie, au Chili, en Chine, au Pérou, en République dominicaine ainsi qu'au Venezuela. Présence marquée en Afrique francophone. L'expé-

LE SAVOIR-FAIRE DE L'INGÉNIERIE CANADIENNE

de projets de construction de type clés en main à l'ingénierie traditionnelle. À l'ère du développement durable, elle mise sur l'expertise de ses professionnels pour réaliser des projets toujours plus complexes, toujours plus innovateurs.

Une présence internationale marquée

Originaire d'un pays aux vastes espaces, où le climat est aussi rigoureux qu'imprévisible, Dessau-Soprin a développé des solutions adaptées à des conditions souvent extrêmes.



Programme d'inspection de ponts en Algérie

imagination. En effet, active sur la scène internationale depuis le début des années 1970, la société a oeuvré dans plus de 30 pays, un peu partout sur le globe. Offrant une expertise nord-américaine en français, anglais, espagnol et même en chinois, Dessau-Soprin est fière de ses multiples réalisations. Elle a d'ailleurs reçu plusieurs prix d'excellence pour le professionnalisme de ses interventions et la qualité de ses relations avec ses clients et partenaires. L'expérience de ses professionnels sur le terrain fait de Dessau-Soprin une entreprise d'experts-conseils reconnue pour son savoir-faire technique, mais aussi pour la qualité des relations humaines tissées au fil du temps et à travers les continents. Proposant des solutions viables et durables, Dessau-Soprin prend en considération les préoccupations des populations concernées par les projets. Non seulement la firme capitalise sur leur dynamisme pour les impliquer le plus possible, mais elle vise aussi à stimuler le secteur privé local. Soulignons de plus que Dessau-Soprin est depuis longtemps un partenaire de choix des principales agences et banques de développement international: Agence canadienne de développement inter-

rience variée de Dessau-Soprin et sa bonne connaissance de l'Afrique francophone sont garantes de sa capacité à adapter et appliquer des technologies de pointe dans un contexte socio-économique et culturel propre à chacun des pays. C'est d'ailleurs dans cette région que Dessau-Soprin a fait ses premières percées sur la scène internationale dans les années 70 : route nationale en République démocratique du Congo (ex Zaïre), extension du port de Douala et construction de ponts ferroviaires au Cameroun, programme d'électrification rurale en Côte-d'Ivoire, réhabilitation d'une centrale hydroélectrique en Égypte, pour ne nommer que celles-ci. Plus récemment, Dessau-Soprin a participé à la réhabilitation de routes au Burkina Faso, a développé un programme de gestion des déchets au Bénin et un autre concernant la gestion de l'eau potable dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Dessau-Soprin amorce un projet autoroutier important à Alger ainsi que le prolongement d'un lien ferroviaire. Dessau-Soprin est fière de se compter parmi les importants bâtisseurs canadiens et de contribuer au développement de nombreux pays sur presque tous les continents. ■

EN BREF

Saviez-vous que... 2

ÉDITORIAL

Les États-Unis d'Afrique 3

POLITIQUE

Climat : Le Président Bush invite les grandes puissances à Washington en septembre 4

Paris signe plusieurs accords de coopération avec Tripoli 6

Obama et Clinton s'affrontent sur la politique étrangère 7

Bush et Brown affichent leur unité pour couper court aux rumeurs 8

POLITIQUE 8

Bush et Brown affichent leur unité pour couper court aux rumeurs

**9 JEFFREY DIERMEIER**

Chartered Financial Analyst (CFA)

**INTERVIEW**

Ethics in the investment policies within the CFA organization 9

RELATIONS INTERNATIONALES

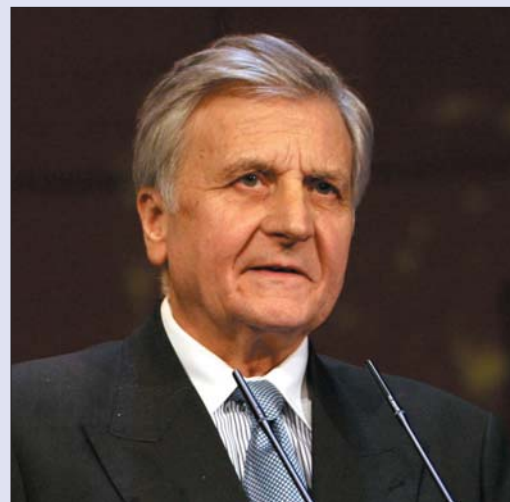
Proche-Orient: Rice appelle Israéliens et Arabes à saisir les "opportunités" de paix 12

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

La diplomatie du changement, un miroir des

DOSSIER 21

Le rôle des banques centrales dans une économie mondialisée



performances de la Tunisie dans tous les domaines 13

Diplomatie économique : Ramgoolam vante le climat d'affaires mauricien 14

Le Tchad et le conflit du Darfour 15

INVESTISSEMENT

Dubai injecte 14 milliards de dollars dans un méga projet en Tunisie 16

FINANCES

Après l'UE, Strauss Kahn reçoit l'appui des États-Unis et de plusieurs pays en développement 17

COMMERCE ET ÉCONOMIE

Classement des dix premières économies en Afrique 20

REPORTAGE

Les États-Unis d'Afrique, réalité ou utopie 19

DOSSIER

Le rôle des banques centrales dans une économie mondialisée 21

DÉVELOPPEMENT

Botswana : un modèle de réussite pour le continent africain 27

RÉFLEXION

Investissement direct étranger dans le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays en développement 28

Saviez-vous que...

- Les investissements directs étrangers dans le monde (IDE) ne se sont jamais aussi bien portés. Ils ont bondi de 34% en 2006, à 1230 milliards de dollars (947 millions d'euros), selon les premières estimations de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). L'Union européenne reste la région du monde la plus attractive avec 45% du total à elle toute seule. La France tire très bien son épingle du jeu. En 2006, les étrangers y ont investi 88,4 milliards de dollars - un chiffre en progression de 40% par rapport à 2005 -, ce qui la place en troisième position derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, mais devant la Chine.

- En 2006, les grandes entreprises françaises avaient bouclé les meilleurs résultats de leur histoire : plus de 100 milliards de bénéfices cumulés. Ce qui, au passage, a permis à l'État d'engranger des rentrées fiscales records, preuve s'il en fallait que les « superprofits » si souvent décriés profitent directement à la collectivité. Tout indique que la moisson sera encore meilleure cette année et c'est une excellente nouvelle. Il n'est finalement pas de meilleure assurance contre les turbulences même si, comme le savent bien les pilotes, celles-ci se produisent parfois en ciel clair.

- Vers 2050, l'économie russe dépassera celles de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France. Ce pronostic figure dans un rapport spécial de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs publié à Londres.

- James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale et président du conseil consultatif du groupe financier Citigroup, estime que vers 2050 les économies des pays émergents progresseront au moins de 20 fois.

- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne sauraient être atteints sans partenariat étroit entre pays donateurs et pays bénéficiaires. Ni l'assistance économique, ni l'assistance alimentaire ne sont durables. Il faut, en

matière de développement, opter pour une approche globale centrée sur l'être humain. Le changement climatique est un défi pour l'humanité; tous les pays doivent s'engager à réduire leurs émissions et inverser la tendance au réchauffement climatique.

- Géant en devenir du XXI^e siècle en marche vers la prospérité, puissance nucléaire, l'Inde fait partie du club restreint des pays qui peuvent fabriquer la bombe atomique. Dans le même temps, à côté des tours, des immeubles de grand luxe, des gratte-ciels qui s'élancent au ciel, on voit dans les rues de Bombay, un sous-prolétariat de laissés-pour-compte qui squattent le long des grandes routes dans des abris provisoires faits de briques et de brocs.

- L'Inde, c'est aussi le pays qui, aujourd'hui, compte plus de vingt mille laboratoires spécialisés dans tous les domaines de la connaissance. Mais également le pays qui forme à l'heure actuelle plus d'ingénieurs par an que les États-Unis. Aujourd'hui, le secteur des services connaît un véritable boom en Inde. Plus performante que l'agriculture (22 % du PIB), l'industrie (20 % du PIB), les services qui n'utilisent que 18 % de la main-d'œuvre rapportent 56 % du PIB du pays. La libéralisation du secteur financier et le développement de l'informatique explique les taux de croissance records que le pays connaît depuis plusieurs années successives maintenant.

- La Belgique a été un des premiers pays occidentaux à établir des relations diplomatiques avec le Vietnam. C'était en 1973. L'ambassade est restée ouverte sans interruption depuis lors.

- Le miracle de l'économie chinoise pourrait faire rêver. Le PIB chinois a crû de 11,1 % sur un an au premier trimestre 2007, selon le rapport du Bureau national de la statistique. Et la Chine pourrait bien détrôner l'Allemagne (PIB de 2 900 milliards de dollars fin 2006) comme troisième économie mondiale à la fin de l'année. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Directeur général adjoint: **Gilles Carol**
Directeur de publication: **Patrick M'Bassengué**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Catherine Bosso
Aïsha Barry

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Télé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Barry Karamoko**
Chargé de mission: **Ignace Lumumba**
Responsable de projets: **Pier Blais**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Béate Nkunda**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Anta Sakho**
Abonnement et vente: **Casimir Kourouma**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasongo**
Journalistes: **Ousmane Sow, Béate Nkunda, Nathalie Aubut**
Reportage: **André Lachance**

PRODUCTION

Directeur de production: **Salah Amrane**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Des livres et des copies inc.**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Global international
Info plus international
Promo Invest International

DISTRIBUTION

CIDEC
Distribution ciblée: **WABC**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe *diplomat Investissement*
Ont également collaboré à ce numéro:
Mme Élodie Rukiza
Moïse Mougnan
Remerciements:
Pascal Lemba

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration.

Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine *Diplomat Investissement*
6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

Les États-Unis d'Afrique

Pier Blais

Le sommet de l'Union Africaine, tenu du 1er au 3 juillet 2007 à Accra (Ghana), a essuyé un échec sur la création des États-Unis d'Afrique. Cette rencontre aux nombreuses leçons pour l'avenir du continent s'est révélée, en définitive, une guerre de leadership entre le président sud-africain Thabo Mbeki et le guide libyen Mouammar Kadhafi.

Les 53 États africains souhaitent se doter d'un exécutif, un gouvernement commun dont la mise en place illustrerait leur détermination à se constituer en un bloc politique, culturel et économique qui ne serait plus sous le diktat des puissances occidentales. Le sommet de l'Union africaine d'Accra devait, en effet, décider de la mise en place de ce gouvernement supranational. La Libye et le Sénégal en ont demandé la mise en place immédiate, tandis que l'Afrique du Sud, l'Égypte et la RDC ont défendu une approche graduelle dont l'exécutif serait une sorte d'aboutissement logique, naturel. Pour les tenants de la création immédiate des États-Unis d'Afrique, la constitution d'un gouvernement africain est nécessaire, car cela voudrait dire que l'Afrique a compris qu'elle ne survivrait dans une économie mondialisée qu'en se présentant en un bloc impossible à diviser. Mais, l'approche adoptée par Mouammar El Kadhafi et Abdoulaye Wade a la faiblesse de présenter incidemment ce futur exécutif comme un moyen.

Pour les tenants de l'approche graduelle, l'instauration d'une union régionale est extrêmement complexe et demande beaucoup de temps. En plus, toutes les unions régionales déjà constituées dans le monde ont donné la priorité au volet économique plutôt qu'au volet politique. Mais il est bon de faire un pas dans l'histoire pour comprendre cet échec. Un an avant d'entrer dans ce 3ème millénaire, le colonel Mouammar Kadhafi, chef du gouvernement libyen organise une réunion appelant ses pairs africains, à reformer l'organisation de l'unité africaine, afin de la rendre conforme aux vœux des pères du panafricanisme, celui de rassembler toutes les nations en une fédération, celle de l'Afrique unie, prospère et intégrée.

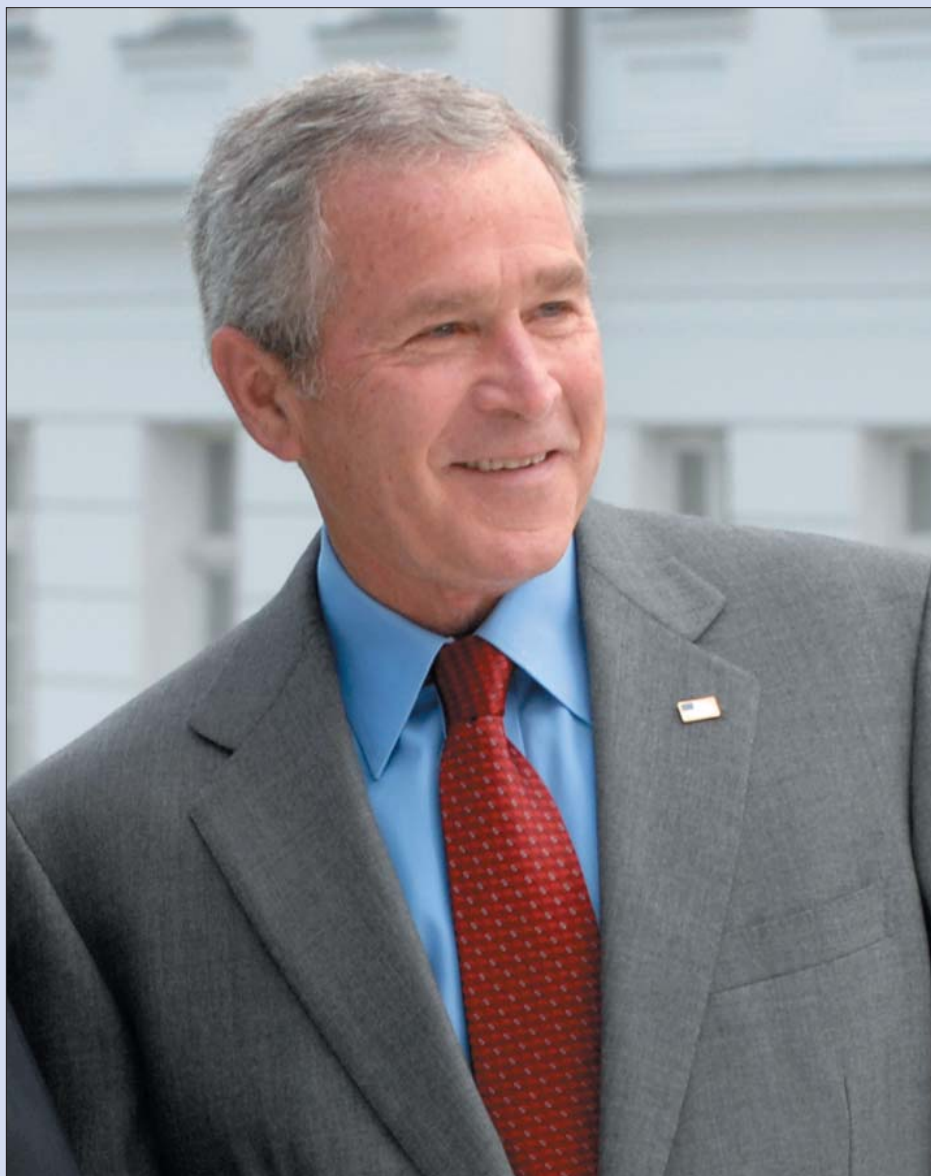
Sa proposition ayant reçu une oreille attentive, la Conférence annuelle des Chefs d'État et de Gouvernements de Lomé devait donner une forme nouvelle à la vieillotte OUA pour créer l'Union africaine. Rappelons que l'OUA a été créée à Addis-Abeba (Éthiopie) en 1963, comme compromis entre deux philosophies : la première s'articulait autour d'une Afrique indépendante. La deuxième, radicalement proposait la réunification de toutes les nations africaines, en une fédération qui, par ailleurs pouvait intégrer les divisions territoriales de la Conférence de Berlin, c'est-à-dire la configuration coloniale des territoires. Entre les deux idées maîtresses, l'Empereur Hailé Sélassié avait proposé la création d'une organisation continentale, qui serait avant tout un cadre de rencontre et de concertation des États dans le but de travailler ensemble pour créer à terme, un ensemble fédératif regroupant tous les États africains.

Afin de permettre la conciliation de deux thèses (Thabo Mbeki et Mouammar Kadhafi) et d'éviter également les ratées pour la création des États-Unis d'Afrique, il a été décidé de créer 4 Commissions qui devront fournir un rapport à la prochaine session ordinaire de l'Union africaine, qui aura lieu en Janvier 2008. Ces Commissions doivent se pencher sur le concept de gouvernement de l'Union et ses relations avec les gouvernements nationaux, définir les domaines de compétence du gouvernement continental et l'impact sur la souveraineté des États, enfin élaborer une feuille de route et un calendrier, ainsi qu'un plan de financement. Nous serions plus enclins à adhérer au bon sens et à la pondération du ministre congolais des affaires étrangères Antipas Mbusa qui estime que les États d'Afrique doivent d'abord relever le défi de leur existence en tant que nations pour que l'idéal des États-Unis d'Afrique soit atteint. Autrement dit, ce n'est pas en additionnant leurs faiblesses et en s'accommodant de leurs crises récurrentes que les États d'Afrique deviendraient plus forts. ■

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

CLIMAT

Le Président George W. Bush invite les grandes puissances à Washington en septembre



Président américain George W. Bush

Le président américain George W. Bush a invité les grandes puissances mondiales à une conférence internationale sur le climat les 27 et 28 septembre à Washington pour fixer un objectif à long terme de réduction des gaz à effet de serre. M. Bush a invité 15 pays ainsi que l'Union européenne et l'ONU à cette rencontre, proposée le 31 mai, à la veille du sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne), où la lutte contre le réchauffement climatique a dominé les discussions.

Les pays concernés sont les membres du G8 -- Royaume-Uni, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie -- mais aussi la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Australie, a précisé un communiqué de la Maison Blanche.

La conférence sera présidée par la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, mais le président, fréquemment accusé à l'étranger de freiner la lutte contre le réchauffement climatique, a promis qu'il interviendrait.

"Les États-Unis s'engagent à collaborer avec d'autres grandes puissances économiques pour trouver un accord sur une contribution détaillée à un nouveau cadre mondial d'ici à la fin 2008, qui contribuerait à un accord international dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) d'ici à 2009", écrit M. Bush dans son invitation.

Les États-Unis, responsables de 25% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, refusent de ratifier le protocole de Kyoto sur ces gaz responsables du réchauffement climatique. Mais la nouvelle majorité démocrate au Congrès, l'opinion publique et même la Cour suprême, pres-



sent le gouvernement d'agir. Pour l'administration Bush, le protocole de Kyoto nuit à l'économie américaine et restera inefficace tant qu'il n'imposera pas les mêmes contraintes à des pays comme l'Inde ou la Chine, en passe de devenir les premiers pollueurs au monde avant la fin de la décennie.

En plus des discussions sur un accord international, "nous entendons mettre l'accent sur la manière dont les grandes puissances économiques peuvent, en étroite collaboration avec le secteur privé, accélérer le développement de technologies propres, composante essentielle d'une

approche globale des réductions des émissions de gaz à effet de serre", poursuit l'invitation. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé cette semaine les pays du monde entier à faire leur possible pour qu'un nouvel accord sur les émissions de gaz à effet de serre soit conclu d'ici à 2009, afin qu'il puisse entrer en vigueur dès l'expiration du protocole de Kyoto en 2012. Les négociations dans le cadre de la CCNUCC doivent débuter en décembre, sur l'île indonésienne de Bali, mais le débat est déjà lancé. Le sujet a dominé le sommet du G8 en juin, et le Premier ministre australien, John Howard, a

annoncé qu'il en serait de même lors du Forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Sydney le 8 septembre, auquel M. Bush doit participer. Il sera aussi abordé à l'ouverture de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre. Selon le Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (Giec) mandaté par l'ONU, les températures ont augmenté de 0,74°C au cours du siècle dernier, principalement à cause de l'activité humaine, et elles pourraient gagner 3°C d'ici à 2100 si aucune mesure n'est prise pour réduire les émissions des gaz responsables. ■

Le Conseil de sécurité autorise le déploiement de la "force hybride" au Darfour

Ils ont ainsi autorisé l'envoi de 26 000 hommes au Darfour. Une décision attendue depuis longtemps, et qui a pour but de protéger les civils de cette région de l'ouest du Soudan. Les soldats de l'ONU viendront donc rejoindre quelque 7 000 hommes de l'Union africaine qui sont déjà sur place, mais qui manquent cruellement de moyens et de marge de manoeuvre. Ensemble, ils constitueront ce que l'on appelle la "force hybride", ou l'UNAMID (United Nations-African Union Mission in Darfur). Au Darfour, cette région aride mais riche en pétrole, on estime que le conflit a fait 200 000 morts et plus de

2 millions de réfugiés depuis 2003. Les milices jenjawid, contrôlées par le gouvernement soudanais, commettent toujours des exactions contre les réfugiés. Des femmes et des enfants, qui sont aussi victimes des affrontements entre les groupes rebelles du Darfour. Pour protéger ces civils, l'UNAMID pourra avoir recours à la force en cas de légitime défense.

Elle ne pourra, en revanche, pas saisir les armes illégales. Elle pourra simplement surveiller les trafics. Il a en effet fallu faire de nombreuses concessions pour parvenir à un accord, notamment avec la Chine, le principal soutien du régime de Karthoum, qui lui fournit des hydrocarbures. Mais les États-Unis se sont montrés fermes quant à cette résolution et ont déjà menacé le Soudan de sanctions s'il ne la respectait pas. ■



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon

Paris signe plusieurs accords de coopération avec Tripoli

La France et la Libye ont signé plusieurs accords de coopération, dont un "memorandum d'entente" dans le domaine du nucléaire civile et un accord portant sur l'industrie de défense, à l'occasion de la visite du président français à Tripoli.

Nicolas Sarkozy et le numéro un libyen, Mouammar Kadhafi, ont présidé à la signature de ces accords qui intervien-

Claude Guéant a souligné que c'était "un signal fort". "Cela signifie qu'un pays qui respecte les règles internationales peut accéder à une industrie nucléaire civile", a-t-il dit. Il faisait allusion à l'Iran, qui est accusé de ne pas respecter les règles internationales en matière de non prolifération nucléaire. La Libye a annoncé de son côté en 2003 qu'elle renonçait à développer des armes de destruction massive.

teur. "Pour les centrales nucléaires, il n'y a pas 50 constructeurs en France, il n'y a en qu'un seul, c'est Areva", a-t-il dit, ajoutant: "Il le fait plus ou moins avec EDF selon les sites."

Selon lui, "il n'y a aucun obstacle à ce que ce projet se réalise, dans la mesure où la Libye respecte tous les traités internationaux sur la sûreté nucléaire et sur le contrôle des installations nucléaires".

Claude Guéant n'a pas voulu se prononcer sur les délais. Le Premier ministre libyen Al Hamidi Al Baghdadi a pour sa part déclaré à des journalistes, en marge des entretiens entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi, que ça prendrait "au moins cinq-six ans". Un porte-parole d'Areva avait déclaré que le groupe avait bien été sollicité, en ajoutant toutefois que rien ne pourrait se faire sans accord bilatéral et sans agréments internationaux.

Un membre de l'administration Bush a déclaré qu'en première approche, les États-Unis ne voyaient pas de problème à la signature de ce memorandum. Si toutes les précautions sont prises et que c'est à des fins civiles, ce n'est pas un problème", a-t-il expliqué, sous condition de l'anonymat.

ACCORD SUR LA DÉFENSE ET L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

Outre ce memorandum, Bernard Kouchner a signé avec son homologue libyen un accord-cadre de partenariat et un accord de coopération en matière de défense et d'industrie de défense, a déclaré David Martinon, porte-parole de la présidence de la République.

De son côté, le secrétaire d'État à la Coopération, Jean-Marie Bockel, a signé avec son homologue libyen un accord de coopération dans le domaine de la recherche scientifique, un autre dans celui de l'enseignement supérieur et un programme triennal de mise en oeuvre de la coopération culturelle, scientifique et technique.

Mi-janvier, le gouvernement français avait démenti une information du Journal du Dimanche qui écrivait que Tripoli voulait acheter entre 13 et 18 avions de chasse Rafale, fabriqués par Dassault Aviation, pour un montant évalué à 2,5 milliards d'euros. ■



Nicolas Sarkozy Président de la France et le Leader libyen Mouammar Kadhafi

ment au lendemain de la libération de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien détenus en Libye depuis plus de huit ans. "L'objectif est de coopérer en vue de l'installation en Libye d'un réacteur nucléaire pour fournir de l'eau potable à partir d'eau de mer dessalinisée", a expliqué à des journalistes le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, qui accompagne le chef de l'État.

Ce "mémoire d'entente sur la coopération dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire" est l'un des documents signés par le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui accompagne le président français, avec son homologue libyen Mohammed Abdel-Rahman Chalgam.

AREVA POURRAIT FOURNIR LE RÉACTEUR

Le secrétaire général de l'Élysée a précisé qu'une "mission de faisabilité" était venue en Libye "il y a trois semaines-un mois" pour "un premier repérage" sur la possibilité de fournir ce réacteur.

"C'est possible", a-t-il ajouté. "Mais il y a encore beaucoup de travail à faire, il faut étudier les modalités, les capacités et voir s'il y a du personnel disponible ou s'il faudra le former", a encore déclaré Claude Guéant. Selon lui, la mission était notamment composée d'experts d'Areva, leader mondial du nucléaire, et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il a laissé entendre qu'Areva pourrait fournir ce réac-

ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Obama et Clinton s'affrontent sur la politique étrangère

La course à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008 aux États-Unis a pris une tournure un peu plus amère, Barack Obama ayant accusé Hillary Clinton de manquer de discernement en politique étrangère. En visite dans l'Iowa, État qui ouvrira le bal

souvent à la répétition encore et encore de ce qu'on a déjà fait. Pour moi, il ne s'agit pas d'expérience si ce que l'on fait ne marche pas", a lancé Obama lors d'un meeting organisé dans une ferme d'Adel. "Il s'agit d'un manque de discernement et pour faire preuve de discernement, il faut être

bonne et due forme de façon à tâter le terrain. En campagne en Virginie occidentale, la sénatrice de New York a toutefois assuré qu'elle entendait rompre avec l'unilatéralisme que beaucoup reprochent à George Bush. "Je tiens à ce qu'il soit absolument clair que j'enverrai des émissaires



des primaires, Obama a de nouveau reproché à sa rivale de ne pas chercher à rompre radicalement avec la politique tant décriée de George Bush en prônant des contacts diplomatiques de haut niveau avec des pays hostiles tels que l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord ou le Venezuela. " Trop

ouvert aux changements dans la façon dont nous procédons afin d'obtenir des résultats différents", a-t-il poursuivi.

Hillary Clinton n'est pas revenue sur sa position. L'ancienne "First Lady" plaide en faveur de contacts à un niveau inférieur en préalable à l'ouverture d'un dialogue en

présidentiels, dont mon époux, dans le monde entier pour dire non seulement aux dirigeants mais aux pays: 'Nous sommes de retour et nous voulons trouver des centres d'intérêts et des terrains d'entente avec vous tous"', a-t-elle déclaré. ■

ÉTATS-UNIS-GRANDE BRETAGNE

Bush et Brown affichent leur unité pour couper court aux rumeurs

George Bush et Gordon Brown, ont rappelé dernièrement à Camp David leur détermination commune à promouvoir la paix au Proche-Orient, et notamment en Irak, tentant ainsi de couper court aux rumeurs de refroidissement des relations entre Londres et Washington. Après de nom-

tels que la prolifération nucléaire, le réchauffement climatique, la pauvreté et évidemment le processus de paix au Proche-Orient. "J'ai confié au président Bush qu'il en allait de l'intérêt national britannique de rassembler nos énergies afin de travailler ensemble pour répondre aux grands défis auxquels

dans mon esprit sur le fait qu'il comprend les enjeux de cette lutte", s'est félicité M. Bush. Ce dernier a aussi salué l'engagement de M. Brown contre le terrorisme, malgré le choix de Londres d'abandonner les termes de "guerre contre le terrorisme", une expression que M. Bush lui-même s'est gardé d'utiliser. Outre l'Irak et le terrorisme, les deux hommes ont évoqué les questions d'éducation, de pauvreté et de santé dans les pays en voie de développement, le réchauffement climatique et l'ouverture du commerce international. Ils sont également tombés d'accord pour "augmenter" leur pression sur le Soudan pour mettre fin à la violence dans la province du Darfour, "la pire catastrophe humanitaire au monde aujourd'hui" selon M. Brown. Interrogé sur sa relation personnelle avec Gordon Brown, George W. Bush a déclaré que les discussions avaient été "bonnes, détendues et importantes". Il s'est déclaré "impressionné" par son nouvel interlocuteur, "quelqu'un qui résout les problèmes". ■



breux indices laissant à penser que le nouveau locataire du 10, Downing Street pourrait se démarquer du suivisme de son prédécesseur Tony Blair, notamment en se retirant d'Irak, les deux hommes se sont employés à montrer, à l'occasion de leur première rencontre en tête à tête, qu'ils étaient capables de nouer une relation forte.

"Tout le monde se posait la question de savoir si le Premier ministre et moi pourrions trouver un terrain d'entente afin de continuer d'avancer ensemble. Et la réponse est "absolument", a déclaré Bush à l'occasion d'une conférence de presse commune. "Notre relation sera stratégique et constructive, pour le bien de nos deux pays", a ajouté le président américain, même si les rapports entre les deux hommes sont apparus sensiblement plus froids qu'avec Tony Blair, fidèle allié et ami intime du président américain.

"RASSEMBLER NOS ÉNERGIES"

Le président américain a fait à maintes reprises des compliments à son homologue britannique alors que Brown est resté plus discret, soulignant toutefois le fait que les deux pays partageaient des "valeurs communes". Brown a cité notamment des convergences sur plusieurs sujets sensibles

nous faisons face", a déclaré le successeur de Tony Blair. Les deux responsables politiques ont également rappelé leur détermination à poursuivre le cycle de sanctions imposées à l'Irak par le biais des Nations-unies. Bush et Brown ont indiqué qu'ils étaient favorables à un renforcement des sanctions actuelles dans le cadre d'une nouvelle résolution de l'ONU. Pour son premier voyage officiel aux États-Unis depuis sa prise de fonction le 27 juin, M. Brown s'est employé à faire taire ceux qui affirmaient, ou espéraient, que son arrivée à Downing Street permettrait à la politique étrangère britannique de prendre du recul par rapport à Washington, notamment sur l'Irak. Tout en qualifiant l'Afghanistan de "ligne de front contre le terrorisme", le Premier ministre a repris une partie de la rhétorique de M. Bush sur la guerre en Irak, et démenti tout projet de retrait des quelque 5 500 soldats britanniques déployés en Irak, maintenant la position très critiquée de son prédécesseur, Tony Blair, qualifié par ses détracteurs de "caniche" de M. Bush. "Il n'y a pas de doute dans mon esprit quant au fait que Gordon Brown comprend qu'un échec en Irak serait un désastre pour la sécurité de nos deux pays (...). Il n'y a donc aucun doute

Prathibha Patil, première femme présidente de l'Inde

Prathibha Patil était la candidate de la majorité au pouvoir. Agée de soixante-douze ans, cette avocate a obtenu les deux tiers des suffrages face au représentant de l'opposition, Bhairon Singh Shekhawat. Pour ce scrutin, seuls participaient les députés au Parlement et les membres des assemblées locales dans les différents états de l'Inde. Prathibha Patil succède à Abdul Kalam, élu en 2002. Président de la République de l'Inde est un poste essentiellement représentatif. Le pouvoir exécutif est davantage aux mains du Premier ministre. Les observateurs sur place soulignent que la campagne électorale a été particulièrement agitée, avec de violentes attaques personnelles. En tout cas, l'élection de Mme Patil se veut un symbole dans un pays où les femmes sont encore soumises à de graves discriminations.



CHARTERED FINANCIAL ANALYST (CFA)

Ethics in the investment policies within the CFA organization

Last June, The Goodman Institute of Investment Management at the John Molson School of Business, in Montreal, were honored to welcome guest speaker Jeffrey Diermeier, CFA, President and CEO of the Chartered Financial Analyst (CFA) Institute, to their graduation banquet.

Mr Diermeier congratulated this year's graduates of this prestigious program which was selected to be one of the first five CFA Program Partners in the world. The Goodman Institute was the first Canadian partner to be selected. Diermeier went on to explain the benefits of the CFA qualification and its exponential growth over recent years. In 2006, 84,000 people in 89 countries took the exam in June of 2007. "Investment banks increasingly require CFA credentials for employees and job candidates," said Diermeier. "Goldman Sachs Group Inc. and Merrill Lynch & Co. are among the largest employers of chartered analysts, along with Bank of America Corp., Fidelity Investments and Northern Trust Corp." The Magazine Diplomat Investissement met with Mr. Diermeier and ask him to share his thoughts about the professional experiences that led him to CFA Institute, what the CFA designation means to him, and the challenges of increasing the organization's global role. In the next issue, Mr. Diermeier will discuss regulatory issues, such as those involving hedge funds and soft dollars, and other topics that he would like to see financial journalists covering in greater depth.

Magazine Diplomat Investissement): How were you involved with CFA Institute prior to your appointment as president and CEO?

Diermeier: I have served on the Board of Governors since 2002 and in various volunteer capacities for 18 years, including six years on the CFA curriculum commit-



Jeffrey Diermeier, President and CEO of the Chartered Financial Analyst (CFA)

tee. Most recently I chaired the board's planning committee, playing a leadership role in the development of a five-year strategic vision for the organization. About a year ago it was known that Tom Bowman would be stepping down. My wife, Julie, and I gave considerable thought to whether this would be the right move for me. Reflecting as to the best way to deal with the industry at a time when professional investors had been tarnished by scandals, we agreed that this would be the greatest opportunity I would have to give back to the profession that has done so much for my family.

Wasn't your professional career launched in the same city where CFA Institute and its CFA designation program had its roots?

That's right. In 1975, Chicago was at the

center of CFA charter activity. Many people both in and out of the First Chicago organization were very involved, and it was a natural stepping-stone that anybody serious about the investment business should pursue the CFA designation. Thirty years later I am still a member of the Investment Analysts Society of Chicago, one of the four original forefathers of CFA Institute.

What were your responsibilities at First Chicago?

I ran Asset Allocation for that organization up until 1986. Its name changed to First Chicago Investment Advisors after Gary Brinson, CFA, came on board in 1979 to pull the elements of First Chicago's investment department into a cohesive whole. At the end of 1986, I headed up U.S. Equities, managing a team of about 30 analysts, research directors, traders and others dedicated to the sole purpose of adding active value to investment portfolios in a fundamental way. In 1989, we purchased ourselves from First Chicago and formed the company, Brinson Partners, Inc.

What was your role as that organization grew?

By 1995, Brinson Partners was more global. We sold our organization to Swiss Bank Corporation, which in 1998 merged with Union Bank of Switzerland - later to be called UBS. At this point, as deputy chief investment officer, I took on a broadened role. In 2000, Gary Brinson and all but one of the other managing partners decided to retire. I then took over Gary's job as chief investment officer of UBS Global Asset Management. I held that job for four years, and now here we are.

What does the CFA designation mean to you personally?

It is the highest professional accomplishment an investor can have. The CFA designation means that those professional



From that platform, where do you see CFA Institute heading next?

CFA Institute has historically been a "build it and they will come" organization. Traditionally, young professionals have found out by word-of-mouth from professors and other investment professionals that this is the gold standard organization within the investment field, and thus they begin the process of taking the CFA exams and working toward becoming part of the organization and part of their local society. At the end of many decades of these traditional paths, I think it is very important

investors with the CFA charter want to strengthen their knowledge of the industry and prove to the marketplace that they abide by a code of ethics and standards of practice. Primarily the CFA designation means that one is willing to become part of a community that reflects the highest standards of ethics and education we have in the industry today. When I went on my first trip around the world with this organization in November, I was delighted to see how well-known the CFA brand is and how many people in various markets accept it as the global gold standard.

What do you believe the CFA designation should mean to employers, investors and clients?

Of course, there is no guarantee of performance in terms of relative results or absolute returns. But those with the CFA designation have gone through the most rigorous examination process to prove a general competency in financial analysis. This means that they are signing off on both a code of ethics and standards of practice - they have committed to being the very best and the highest-minded within the investment profession.

What that should mean to employers, investors and clients, then, is that the individuals managing their money who have the CFA designation are really putting investors' interests first. They are acting as if they were in a fiduciary capacity, even if they're not. They are, therefore, more concerned about how their clients' results will occur and the ethical underpinnings in which they will occur, as opposed to pushing forth business prerogatives first.

to introduce an element of marketing into that whole process.

The intense focus on the stock market bubble that occurred in the 1990s and the strong rally in the stock market that increased people's wealth led investors to hang onto every word from the business media. There was a veritable explosion in interest in financially related variables and financial economics. As a result, a tremendous number of people were attracted to the field itself.

That bubble also created a fair amount of business pressures within the financial management industry, and the industry began to transgress a bit from "a profession that had elements of a business" - and this is a quote from Jack Bogle - to "a business with elements of a profession." So it is very important that we reach out to employers, to both the clients and consultants of those employers, and to alliances in the private wealth world, and that we talk to all of them about the ethics and professional excellence we represent.

This outreach will encourage those companies to encourage their asset managers to pursue a CFA designation or membership within CFA Institute. We will be spending considerable effort in doing direct work with universities to get students to think about a relationship with CFA Institute, because the best time to reach a young aspiring future great investor is in the formative years. Further, we will reach out to hedge fund managers about their ethical practices and their educational needs and discuss how the CFA Institute might work better with them.

Will you undertake these efforts primarily in the United States?

It's interesting that more than half of our 77,000 CFA candidates are outside the Americas. Clearly, we have to spend more resources providing services and opportunities for both candidates and members outside our shores. So, globalization is a very important element to our organization at this time. One of the things that I bring to my position at CFA Institute is that in my prior role as chief investment officer at UBS Global Asset Management, I had about 435 employees around the world in 10 different locations providing investment advice. Now I am with an organization with four locations, two outside the Americas with 250 people employed.

CFA Institute is about principles and ethics. So we are able to work with any government to set a uniform standard for investor behavior everywhere that will facilitate a level playing field and further cross-border investments. That ultimately benefits every society and culture.

What are your plans for increasing that global footprint in the financial industry, both internationally and domestically?

Part of the reason for our growth in the last decade has to do with the fact that capital markets are inherently global by nature. Free and open capital markets mean that capital will flow across country boundaries as if they do not exist, with the exception of some currency adjustments and political barriers. Because of that free flow of capital and the ability to move across country boundaries, an association that has a global footprint and that aspires to provide a set of principles and education on a global level is very appealing to investment professionals around the world. Successful asset managers are very mobile.

Many, if not most, aspire to make investments outside of their domestic markets. They want to make investment comparisons in terms of levels of attractiveness across boundaries and not be limited by their country boundary. So by definition, associations that may be limited to a country-specific mandate would find themselves at a relative disadvantage. CFA Institute has already been active on a global basis, and our new CFA member societies that were established in a number of countries over the past 10 years attest to that fact. It's very important for

CFA Institute to have a global footprint for the same reason that it was important for Brinson Partners to invest globally; that is, capital markets are global. Country boundaries are nothing more now than a challenge or a nuisance in terms of the actual formation of investment portfolios. It is natural that the gold-standard organization address the total capital market and all those individuals worldwide who are professing to provide advice within the global capital market.

Are there any specific geographic areas where you suggest CFA Institute increase its presence in the future?

To the degree that CFA Institute can make a contribution to help create a more open and free market environment, we have to remember that we are an organization that stands next to the regulatory authorities in many of these countries.

The regulators address the letter of the law, while our principles address the spirit of the law. Regulation by definition creates a minimum standard. It is not possible for regulators to write enough laws to fit every circumstance and particular dynamic of global capital markets. We can provide a particular benefit by coming into countries that are relatively new to the global capital marketplace - countries like China, Russia and others - to at least inspire them to move in the direction of an ethical environment.

For many of these countries, one of the most difficult problems they have is that investors do not trust that they have an open, transparent and fair capital market. It is critical for those countries to adopt a set of standards and to work with an organization like ours to improve their capital markets while lowering their cost of capital.

Even though the majority of our membership and our candidates will come from the more developed markets, we do have a special role in helping emerging markets to accelerate the pace at which they move forward.

There is no question that emerging markets provide some of the best investment opportunities. Everyone wins when we can help those markets move toward transparency and full disclosure so that our members can make investments they can trust.

What specific challenges will globalization present?

In certain Asian markets, such as Taiwan

and Korea, there are challenges of historic culture and business practices that do not align with ours. But I have to tell you that after going around the world, I am incredibly encouraged by the fact that on the higher-level principles, people share much more in common than not.

Our message to these countries is to look at the way in which people are taught the whole science of the capital markets and how they are supposed to work. You will see that our broad principles really can support a move in the direction of creating a level and fair playing field. In fact, by doing so, you will have a better capital market economy and a much higher standard of living in these markets.

Japan has been moving in the right direction by taking steps to introduce new corporate governance practices. Recently Japan announced that they are considering adopting corporate governance reforms similar to those embodied in the U.S. Sarbanes-Oxley Act, the European Union Market Directives and other documents.

How does CFA Institute interact with regulators?

Diermeier: Regulators around the world do keep in touch with each other. They are interested in us from the standpoint that since we're representing investors at large, we don't have any particular axe to grind and no corporate or special interest to protect. We are viewed as an unbiased, neutral organization that is trying to put forth a set of principles and educational standards that will help markets function properly.

At our recent meetings in China and Shanghai, in particular, some representatives at the regulatory commissions of the Chinese government declared that one of their top priorities is to increase their financial acumen.

They recognize the fact that to be successful in global capital markets, both as investors and as users of capital, they have to have more knowledge about how these markets work and increase their skill set. To the degree that we can work with them to improve their education and to help create a proper ethic, we can be a very strong resource to them. Even senior diplomats in Moscow say that the CFA society in Russia, which was recently launched, is the banner for free, open markets in Russia. ■

JEFFREY J. DIERMEIER, CFA, has served on the Board of Governors of CFA Institute since 2002 and became its full-time president and chief executive officer 1 January 2005.

CFA Institute is the global, professional association that administers the Chartered Financial Analyst (CFA) and Certificate in Investment Performance Measurement (CIPM) curriculum and exam programs worldwide, publishes the Financial Analysts Journal, conducts professional development programs, and, through its CFA Centre for Financial Market Integrity, sets voluntary, ethics-based professional and performance-reporting standards for the investment industry.

Mr. Diermeier has served the not-for-profit association in various volunteer capacities for 19 years, including six years on the CFA curriculum committee. He most recently chaired the board's planning committee, and in that capacity played a leadership role in the development of a five-year strategic vision for the organization. He is a member of the CFA Society of Chicago (one of four societies that in 1947 cofounded the original forerunner to CFA Institute) and served on its board of directors from 1989 to 1992. Currently, Diermeier also serves the investment community as a member of the newly formed SEC Advisory Committee on Improvements to Financial Reporting.

Until early 2004, Mr. Diermeier was global chief investment officer at UBS Global Asset Management. In that role, he oversaw the management of more than \$400 billion in assets, covering asset allocation, equities, fixed-income, real estate, and currencies, and a staff of 435 investment professionals in 10 countries. Mr. Diermeier was with UBS and its predecessors, primarily Brinson Partners, Inc., since joining the former First National Bank of Chicago as an equity analyst in 1975. In his almost 30 years with the organization, he served as head of asset allocation, head of the U.S. equity division, and deputy chief investment officer and co-head of global equity. He became global chief investment officer in 2000. Mr. Diermeier graduated in 1974 from the University of Wisconsin at Madison with a bachelor's of business administration and in 1975 with a master's of business administration from the same institution. He earned the CFA charter in 1979.

Mr. Diermeier has received two Graham and Dodd "Scroll Awards" for research articles he has contributed to the Financial Analysts Journal, published by CFA Institute. He also has received a Roger Murray Award from the Institute for Quantitative Research in Finance. He serves on the board of Stairway Partners, an investment management organization. ■

PROCHE-ORIENT

Rice appelle Israéliens et Arabes à saisir les "opportunités" de paix

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a appelé Israéliens et Arabes à saisir les "opportunités" d'une relance du processus de paix, lors de la troisième étape de sa tournée au Proche-Orient destinée à préparer un sommet international à l'automne.

Mme Rice est arrivée en Israël en provenance d'Arabie saoudite et d'Égypte où elle a discuté, accompagnée du secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, du dossier irakien et des moyens de contrer l'influence de l'Iran dans la région.

Il s'agit de la première visite en Israël et dans les territoires palestiniens d'un haut responsable américain depuis la prise de pouvoir du mouvement islamiste palestinien Hamas dans la bande de Gaza, le 15 juin. "Il s'agit d'une période d'opportunités et le temps est venu de les saisir", a affirmé Mme Rice, avant une rencontre avec la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni. "Il faut avancer avec précaution car on ne voudrait pas rater ces opportunités par manque de préparation", a-t-elle prévenu. La responsable américaine est venue rencontrer les dirigeants israéliens et Palestiniens pour jeter les jalons d'une conférence internationale sur le conflit au Proche-Orient qui doit se tenir à l'automne à l'appel du président George W. Bush. "Israël ne va pas manquer l'occasion de promouvoir un dialogue avec (le président palestinien) Mahmoud Abbas et le gouvernement palestinien" de Salam Fayyad, a assuré Mme Livni, en réponse à son homologue américaine.

Mme Rice doit également rencontrer le ministre de la Défense Ehud Barak, le président de l'État hébreu Shimon Peres, avant de s'entretenir avec le Premier ministre, Ehud Olmert. Elle s'est rendu à Ramallah, en Cisjordanie, pour y rencontrer le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier ministre Salam Fayyad. Le Hamas, considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne, a critiqué la visite de Mme Rice, la qualifiant de "perte de temps". La responsable américaine a elle promis de ne pas "abandonner les gens de Gaza au Hamas".



Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice

Pour l'administration américaine, le temps est propice à la relance des négociations israélo-palestiniennes, au point mort depuis sept ans. "Nous avons le meilleur gouvernement palestinien depuis 1994", a souligné un haut responsable américain accompagnant Mme Rice.

Le président Mahmoud Abbas a lui aussi fait récemment part de la volonté américaine de résoudre le conflit dans des déclarations à la presse israélienne. "Ils veulent arriver à un accord israélo-palestinien d'ici un an", a-t-il dit. Israël et les pays arabes, à l'exception de la Syrie, ont favorablement accueilli la proposition de conférence du président américain. La Ligue arabe a ainsi dépêché à Jérusalem le 25 juillet, au lendemain d'une visite de l'émissaire du Quartette Tony Blair, les ministres des deux seuls pays à avoir signé

un accord de paix avec Israël, la Jordanie et l'Égypte. Les deux ministres sont venus sonder les intentions israéliennes concernant une initiative de paix arabe affirmant qu'elle avait suscité "des commentaires positifs" de la part des dirigeants de l'État Hébreu.

Cette proposition, d'inspiration saoudienne, prévoit une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange du retrait israélien des territoires arabes occupés depuis juin 1967, de la création d'un État palestinien avec Jérusalem-est pour capitale et d'un règlement "équitable et agréé" de la question des réfugiés palestiniens. Israël a vu des éléments positifs dans cette offre, mais l'a rejetée dans sa forme actuelle, principalement en raison de la mention faite de droit au retour des réfugiés palestiniens. ■

TUNISIE

La diplomatie du changement, un miroir des performances de la Tunisie dans tous les domaines

M. Abdelwaheb Abdallah, ministre des Affaires étrangères, a présidé au siège du département, l'ouverture des travaux de la conférence annuelle des chefs des missions diplomatiques tunisiennes à l'étranger qui se tient sous le signe "La diplomatie du Changement et les perspectives du partenariat".

Le ministre a souligné, à cette occasion, que la tenue régulière et périodique de cette conférence annuelle est une occasion précieuse et renouvelée pour présenter le bilan de l'action diplomatique et fixer les programmes d'avenir afin de développer et d'enrichir cette action, en concrétisation de l'intérêt soutenu et le suivi constant portés par le Président Ben Ali aux activités du ministère des Affaires étrangères et des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. M. Abdelwaheb Abdallah a mis l'accent sur le souci du Président de la République de faire en sorte que la diplomatie du Changement soit le miroir qui reflète les réussites et les performances de la Tunisie dans les domaines politique, économique, culturel et social, en mettant en valeur les acquis accomplis par la Tunisie dans tous les secteurs.

Il a souligné que ces acquis et réalisations sont aujourd'hui une source de fierté pour tous les Tunisiens qui sont en droit de s'enorgueillir, où qu'ils soient à travers le monde. Il a appelé les diplomates tunisiens



Abdelwaheb Abdallah, ministre des Affaires étrangères

à mieux faire connaître les acquis de la Tunisie pour promouvoir son prestige à l'étranger et conforter le capital d'admiration et de considération dont elle bénéficie dans les instances internationales, grâce à la politique judicieuse et aux choix pertinents du Président Ben Ali.

Le ministre a indiqué que cette conférence se tient à l'heure où la Tunisie célèbre le cinquantième de la République et se prépare à célébrer le 20^e anniversaire du Changement, relevant la portée de ces deux événements majeurs dans le processus de progrès et de prospérité de la Tunisie.

Passant en revue le bilan de l'action diplomatique durant l'année 2006, le ministre des Affaires étrangères a mis l'accent sur la volonté de la Tunisie de promouvoir ses relations de coopération avec de nouvelles aires géographiques, en plus de l'enrichissement et de l'approfondissement de ses relations avec ses partenaires traditionnels. Il a indiqué que cette approche de la diplomatie tunisienne a valu à la Tunisie davantage de rayonnement dans de nouvelles régions du monde et ouvert devant elle de nouvelles opportunités en matière de partenariat et d'échanges économiques.

Le ministre a exhorté les chefs des missions diplomatiques à promouvoir les mécanismes de leur action afin que la diplomatie du Changement reste constamment un outil au service du développement, les appelant à réfléchir aux meilleurs moyens de contribuer à la réussite du XI^e Plan de développement dont la concrétisation a démarré cette année. M. Abdelwaheb Abdallah a mis l'accent sur l'importance accordée par le Chef de l'État à la dimension économique de l'action diplomatique, s'agissant en particulier de l'attraction des investissements étrangers et de l'ouverture de nouveaux marchés devant les exportations tunisiennes, soulignant que l'infrastructure évoluée et la stabilité politique dont dispose la Tunisie constituent des facteurs essentiels pour la réussite de cette mission. ■

Les entreprises françaises installées en Chine font de bonnes affaires selon l'ambassadeur de France en Chine, Hervé Ladsous.

Les entreprises françaises qui viennent investir en Chine couvrent à peu près tous les secteurs clés de la réorientation stratégique de l'économie chinoise, dont énergie, transport et communication, électroménager, agroalimentaire, protection écologique et autres.

Dans la plupart des cas, celles-ci assument le rôle de fournisseuses de technologies. La France est le deuxième fournisseur européen de la Chine dans les domaines des biens de consommation, des



technologies et des services. « La France a établi actuellement en Chine 1 200 entreprises à capitaux mixtes. Les entreprises françaises implantées en Chine ont réalisé

en 2006 un chiffre d'affaire global de plus de 20 milliards d'euros et ont créé quelques 250 000 emplois. », a déclaré l'ambassadeur de France en Chine, Hervé Ladsous, dans le discours sur l'état actuel des investissements français en Chine qu'il a prononcé lors d'une réunion organisée pour fêter l'adhésion de la Société China France Bohai Géo-services, une joint-venture sino-française qui s'occupe spécialement de service technique de la prospection pétrolière, et qui est devenue récemment la millième des entreprises adhérentes à la Chambre de Commerce et d'Industrie française en Chine (CCIFC). Parmi les mille membres de la CCIFC, 75% sont des petites et moyennes entreprises. ■

DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Ramgoolam vante le climat d'affaires mauricien

Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a eu un tête-à-tête avec son homologue chinois, Wen Jiabao. La petite île Maurice parle business au géant chinois. La visite d'État du Premier ministre, Navin Ramgoolam, en Chine, avait pour objectif d'ouvrir une nouvelle ère de coopération économique entre les deux pays. Il s'est aussi adressé aux représentants de la communauté des affaires de cette ville. Il a présenté le pays comme un centre d'affaires international auquel les investisseurs chinois devraient s'intéresser davantage dans leur aventure africaine.

Navin Ramgoolam était à la tête d'une délégation qui comprenait le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Rama Sithanen, des hauts fonctionnaires, les responsables du Board of Investment et une trentaine d'hommes d'affaires. Le Premier ministre a vanté le climat de business à Maurice. Face aux opérateurs de Beijing,



Le Premier ministre, Navin Ramgoolam et le Premier ministre chinois, Wen Jiabao.

Navin Ramgoolam, a joué la carte de l'ouverture économique. Il a affirmé que Maurice sera bientôt un des meilleurs endroits au monde pour faire du business. Il a évoqué les nombreuses mesures prises par son gouvernement pour faciliter l'investissement étranger notamment. Il a dit souhaiter que d'autres sociétés chinoises de renom

emboîtent le pas aux groupes Tianli et Huawei qui sont en train de consolider leurs assises à Maurice. Plusieurs dossiers de coopération de gouvernement à gouvernement sont ont été à l'ordre du jour. Maurice recherche le soutien des autorités chinoises dans les secteurs suivants: port, aéroport, tout-à-l'égout, routes et logement social. ■

Afrique: L'AGOA contribue à libéraliser l'économie de divers pays africains

Le renforcement de la coopération entre les États-Unis et 38 pays africains en matière de réformes économiques et de développement était l'objet du Sixième Forum annuel sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique subsaharienne (Forum AGOA) qui s'est tenu tiendra à Accra (Ghana) les 18 et 19 juillet. Promulguée en mai 2000 par le prési-

dent Clinton, l'AGOA offre l'entrée en franchise de douane sur le marché américain à 6 000 produits africains. L'objectif de la loi est de stimuler la croissance par les exportations dans les pays africains qui libéralisent leur économie. Le président Bush a renouvelé l'AGOA en 2002 et en 2004, et 38 pays africains peuvent désormais en bénéficier. Le Forum est une partie importante de l'AGOA, a affirmé le

sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. Todd Moss, » parce qu'il illustre le dialogue constant entre l'Afrique et les États-Unis visant à s'assurer que les objectifs de l'AGOA sont atteints ». Le Ghana a été l'un des premiers pays à participer à l'AGOA, en partie du fait des réformes macroéconomiques et financières entreprises par le président de ce pays, M. John Kufuor, a indiqué M. Moss ■

Nouakchott va donner une dimension économique à ses ambassades

La Mauritanie va renforcer le rôle économique de ses représentations diplomatiques à l'étranger "dans le but de faire connaître ses potentialités et favoriser l'attrait des capitaux", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Saleck Ould Mohamed Lemine, lors d'une conférence de presse.

Le ministre, qui a présenté un plan d'action de son département pour les six derniers mois de l'année 2007, a également annoncé une sorte de redéploiement diplomatique, notamment "la possibilité de se passer d'ambassades dans des régions jugées secondaires, une exploitation plus rationnelle des ressources financières avec un effort axé sur

les pays les plus importants pour y ouvrir, le cas échéant, de nouvelles représentations". Cette option se concrétise déjà avec l'ouverture pour la première fois d'une ambassade en Amérique latine avec résidence au Brésil. Le ministre est également revenu sur les négociations avec la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEADO) pour former une Zone de libre échange.

Il a aussi réaffirmé la détermination du nouveau pouvoir "à dynamiser les relations avec les pays frères et amis, à réhabiliter la diplomatie mauritanienne", en vue de lui donner une véritable dimension arabe, africaine et internationale. ■

Le Tchad et le conflit du Darfour

L'ambassadeur du Tchad aux États-Unis, Dr Mahamoud Adam Béchir, a tenu une conférence de presse le 2 août dernier pour expliquer la position du Tchad sur la situation du Darfour devant les médias et les organisations internationales au Club de presse de Washington.

Le Dr. Mahamoud Adam Béchir s'est adressé aux médias locaux et internationaux pour expliquer les raisons de l'acceptation du Tchad de déployer sur son territoire des forces de maintien de la paix de l'UE pour protéger des réfugiés du Darfour et les citoyens tchadiens déplacés. L'ambassadeur a expliqué à l'assistance les origines et les causes de la crise et les étapes des négociations qui se sont fait entre les différents groupes rebelles du gouvernement du Soudan. L'ambassadeur a déclaré également que le Président Idriss Deby Itno avait pris une position neutre dès le début et a fait tout son possible pour résoudre le problème, le Président était la première personnalité à alerter la communauté internationale sur la situation dangereuse du Darfour. En dépit de ses efforts sincères, les deux parties l'ont accusé de soutenir l'autre côté. Nous vous présentons ci-dessous l'extrait du discours de l'ambassadeur.

... Mon pays, le Tchad, dont le président a été le premier à appeler la Communauté internationale à prendre ses responsabilités pour arrêter une tragédie humaine, soutient cette résolution courageuse # 1769 du 31 juillet 2007 et fait bon accueil de son acceptation par Khartoum...

... Depuis le début de la crise du Darfour il y a plus de quatre (4) ans, plus de 265 000 réfugiés ont franchi la frontière orientale tchadienne. Ces réfugiés, qui ont survécu au génocide et aux crimes horribles, se sont sauvés au Tchad avec pour seul bagage, leur vie... Les citoyens tchadiens de la région voisine du Darfour ont souhaité la bienvenue aux réfugiés et ont tout partagé... Le gouvernement tchadien, avec ses ressources limitées, a dû gérer seul cette situation tragique soudaine, quand personne de la communauté internationale n'était au courant de la crise. Pour rendre la situation plus critique, les milices de Janjaweed, soutenues par le régime de Khartoum, ont fréquemment franchi les plus de 700 kilomètres de frontière du Tchad prenant aléatoirement pour victimes les survivants du Darfour et les citoyens tchadiens...

Le président, IDRIS DEBY ITNO..., a joué un rôle impartial de premier plan en offrant que le Tchad négocie entre le gouvernement du Soudan et les différents groupes armés du Darfour afin de résoudre la crise paisiblement, par des négociations politiques. Après une série d'entretiens directs entre les parties à Abéché, capitale de la région à côté du Darfour, présidé le plus souvent personnellement par mon président, un accord mutuel de cessez-le-feu a été atteint pour la première fois entre les parties le 3 septembre 2003. L'accord humanitaire de

cessez-le-feu de N'Djamena est intervenu le 8 avril 2004. C'était cet accord qui a ouvert la porte aux organismes d'aide, aux groupes de protection des droits de l'homme et aux journalistes internationaux pour qu'ils écrivent pour la première fois sur les camps de réfugié afin de témoigner au monde de la tragédie humaine et du génocide qui se produisaient au Darfour...

... Le Soudan n'était pas heureux que le président DEBY ITNO ait averti directement quelques chefs africains, le Secrétaire général de l'ONU et d'autres leaders mondiaux au sujet d'un potentiel deuxième Rwanda... Plus tard, le Soudan a à contre-cœur accepté la participation de l'Union africaine mais a continué à rejeter le déploiement des forces du maintien de la paix de l'ONU jusqu'à la date du 2 août 2007. Le Soudan a également systématiquement employé ses mercenaires pour essayer de déstabiliser notre nation souveraine et d'installer au Tchad un régime pro-Soudan.

... À Washington DC, notre ambassade a reçu et reçoit toujours des milliers de lettres, de courriels et de fax ; et était même l'emplacement d'un rassemblement de protestation des membres des ONG. Le but collectif était de demander à mon gouvernement d'accepter les forces internationales dans son territoire pour protéger les réfugiés du Darfour et les populations intérieurement déplacées aux zones orientales du Tchad.

Au début, mon pays a eu deux réserves importantes ;

1- Mon gouvernement estime que nous devrions ignorer les racines du problème réel et simplement avoir comme focus les symptômes! L'apport des forces internationales de paix et du secours humanitaire en cas de catastrophe au Darfour, où la crise et le génocide ont lieu, devrait être l'objectif primordial. À notre avis, le gouvernement du Soudan, a voulu exporter le problème du Darfour vers le Tchad, au lieu de le résoudre par le compromis politique viable, ainsi nous n'avons pas voulu que la communauté internationale tombe dans ce piège.

2- Le Tchad sait que le gouvernement du Soudan n'aime pas l'idée des troupes internationales à ses frontières orientales. Nous ne voulons donner aucune motivation au gouvernement du Soudan pour déstabiliser notre pays. Le Soudan a à plusieurs reprises menacé de combattre toutes les forces internationales, si elles venaient dans son territoire, sans sa permission politique. Ainsi le Tchad a préféré, et a donné au Soudan le temps suffisant pour ac-



Dr Mahamoud Adam Béchir, ambassadeur du Tchad à Washington

cepter volontairement les forces internationales au Darfour pour protéger ses propres citoyens.

... à Paris le 20 juillet, et après consultation sur la conduite d'UE (le Soudan) a maintenant accepté le déploiement des forces européennes aux zones orientales du Tchad pour protéger les réfugiés indigents du Darfour et les citoyens déplacés tchadiens. Cependant, nos réserves mentionnées ci-dessus demeurent car c'est seulement un temps d'arrêt ou une solution provisoire. La bonne ligne de conduite demeure l'application en de la résolution 1769 du Conseil de Sécurité et de la stricte conformité du Soudan à cette résolution.

En outre, le Tchad demande à la Communauté internationale d'aider à le protéger contre toutes mesures punitives ou d'agression par le régime soudanais, en raison de son acceptation des forces de maintien de la paix d'UE dans son territoire. Les mercenaires tchadiens à l'intérieur du Soudan ont déjà rejeté le déploiement des forces d'UE. Évidemment, le Soudan n'est pas innocent devant cette situation. D'ailleurs, il a été impliqué dans le sabotage des entretiens de paix de Tripoli entre le Tchad et les groupes rebelles, qui sont également partie de la solution globale à Darfour... Pendant les quatre dernières années, malgré toutes les bonnes intentions, la compréhension de la nature horrible de ce conflit régional africain et la sympathie mondiale ; le massacre des innocents, des incendies des foyers, du viol des femmes et de l'abus des enfants et de la destruction d'une culture a continué à être non réprimés. Il doit s'arrêter en 2007. ■

TUNISIE

Dubaï injecte 14 milliards de dollars dans un méga projet en Tunisie

La société Sama Dubaï, filiale d'un holding de ce richissime émirat du Golfe, a consenti le plus gros investissement jamais réalisé en Tunisie pour construire une nouvelle ville sur les berges du lac sud de Tunis. L'enveloppe de l'investissement s'élève à 14 milliards de dollars (10 milliards d'euros), soit un montant nettement supérieur au budget de l'État tunisien, qui avoisine les 11 milliards de dollars (8 milliards d'euros). Le chantier a été inauguré vendredi en fin d'après-midi par le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et le vice-président des Émirats arabes-unis (EAU), cheikh Mohamed ben Rached Al-Maktoum.

Le dirigeant émirati, qui est aussi président du conseil des ministres et gouverneur de l'émirat pétrolier de Dubaï, est venu spécialement à Tunis pour l'événement. Destiné à "réconcilier la capitale avec sa façade maritime", ce méga-projet se traduira par l'apparition à terme d'une nouvelle ville de 300 000 à 500 000 habitants. Il porte sur l'aménagement immobilier de 830 hectares et prévoit la création d'un port de plaisance et d'un centre international d'affaires, de services et de tourisme et loisirs. La superficie bâtie prévue par ce chantier s'élève à 26 millions

de mètres carrés, avec un impact sur les autres secteurs économiques, notamment les matériaux de construction et les équipements (ascenseurs, meubles et autres). Ainsi, deux cimenteries sont en cours de construction par le secteur privé pour répondre aux besoins du projet.

Selon les autorités, l'investissement de Sama Dubaï générera un flux moyen annuel de quelque 900 millions de dollars sur les 15 ans que dureront les travaux, soit plus que la moyenne de la totalité des investissements directs étrangers enregistrés entre 2002 et 2005. Le gouvernement escompte un impact positif de 0,6 point additionnel sur le taux de croissance annuel prévu qui devrait atteindre les 6,3% durant la prochaine décennie. Il table surtout sur la création de quelque 130 000 postes d'emplois supplémentaire grâce à ce projet. Il s'agira en particulier d'ouvrir des perspectives d'emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur, le problème le plus aigu qui se pose au pays pour les années à venir. Avec cet investissement, qui marque le point culminant d'une offensive menée ces dernières années par les investisseurs du Golfe, les Émirats arabes-unis deviennent le premier pourvoyeur de fonds en Tunisie. ■

Les Émirats arabes-unis vont investir 500 M USD dans l'immobilier à Kinshasa

Les Émirats arabes-unis ont signé à Kinshasa avec le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) un protocole d'accord d'un montant de 500 millions de dollars pour "la rénovation et la modernisation" de la capitale congolaise, a constaté l'AFP. "Ce projet concerne la construction à Kinshasa d'un hôtel de 300 chambres, de quatre immeubles avec appartements et d'un centre commercial", a déclaré le ministre congolais des Travaux publics, Pierre Lumbi, lors de la signature de cet accord.

La partie émiratie était représentée par Khater Massaad, président du groupe Rakeen, un des plus grands promoteurs immobiliers dans les Émirats arabes-unis. La ville de Kinshasa - une mégapole de plus de six millions d'habitants - connaît

un déficit d'établissements hôteliers. La plupart des immeubles publics, héritage de la colonisation belge, sont dans un état de délabrement avancé. Le projet va s'étendre dans d'autres villes du pays principalement dans les régions affectées par des années de guerre (1996-1997 et 1998-2003) et où les infrastructures ont été détruites. "Nos villes ont besoin d'être modernisées", a souligné le ministre congolais.

De son côté, le président du groupe Rakeen s'est engagé à entreprendre le début de ces travaux dans six mois, indiquant que le projet à réaliser est "extrêmement important et marque le début d'une série d'autres projets dans divers domaines". Selon M. Massaad, "la RDC est un grand pays au développement duquel les Émirats arabes-unis veulent participer". ■

INVESTISSEMENTS : L'AFRIQUE S'OUVRE AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX

Axé sur le thème de la prospérité africaine stimulée par le commerce et l'optimisation des avantages offerts par l'AGO, le sixième Forum annuel sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique subsaharienne (Forum AGO) s'est tenu à Accra (Ghana) les 18 et 19 juillet 2007. La Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique subsaharienne (AGO) a été promulguée en 2000.

Cependant, alors que des responsables des États-Unis et des pays participant à l'AGO, s'approprièrent à faire le bilan des échanges commerciaux de l'Afrique, l'importance des investissements ne devait pas être perdue de vue. Le commerce et les investissements sont inextricablement liés, et ils ont tous deux connu une croissance rapide ces dernières années.

Après des années de stagnation, l'Afrique subsaharienne connaît une expansion économique sans précédent depuis son indépendance. Elle enregistre en effet, une croissance annuelle positive depuis 1998. Grâce à un allègement considérable de leur dette, plusieurs pays ont réussi à équilibrer leur balance des paiements et, fait plus important, sont en train de mettre en œuvre des politiques fiscales visant à les maintenir à flot.

L'excédent budgétaire moyen par rapport au PIB a atteint 3,2 % en 2006. Les investisseurs internationaux ont commencé à prendre conscience du phénomène. Le mois dernier, par exemple, Renaissance Capital, une banque d'investissement spécialisée dans les marchés naissants, a annoncé son intention de doubler ses investissements en Afrique, qui passeraient à au moins un milliard de dollars.

Pourtant, comme les Africains le savent trop bien, il ne sera pas facile de profiter de cette aubaine. Historiquement, l'Afrique a attiré moins de 2 % des investissements internationaux, alors qu'elle abrite plus de 10% de la population mondiale. Les efforts concertés de nombreux responsables des secteurs publics et privés seront nécessaires pour inverser cette tendance. ■

FMI

Après l'UE, Strauss Kahn reçoit l'appui des États-Unis et de plusieurs pays en développement

Bien que seul en lice jusqu'à présent pour la conquête de la direction générale du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss Kahn (DSK), candidat de l'Union européenne vient d'obtenir l'appui des États-Unis. Le secrétaire d'État américain au Trésor, Henri Paulson qui l'a reçu en premier lieu l'a même qualifié de candidat solide. Entre-temps, DSK vient de démarrer sa campagne dans plusieurs pays émergents qui prônent l'ouverture de ce poste à un non Européen compétent afin de casser avec la tradition qui veut que la direction du FMI soit confiée à un Européen.

L'ancien ministre des Finances socialiste, Dominique Strauss Kahn, continue à marquer les points. Il a conféré avec des responsables américains dont le secrétaire américain au Trésor Henry Paulson. «La discussion avec les membres du conseil (d'administration du FMI) a été, je crois, très intéressante», a indiqué M. Strauss Kahn, dans un entretien à l'AFP.

«J'ai voulu les écouter, entendre quelles étaient leurs conceptions du Fonds et les difficultés auxquelles il fait face», a-t-il ajouté: «je pense qu'eux-mêmes ont été intéressés par cette discussion». «Dominique Strauss-Kahn est un candidat solide et j'ai hâte de poursuivre le dialogue avec mes homologues (gouverneurs) du Fonds sur le processus de sélection (du prochain directeur général du FMI) qui aboutira cet automne», a pour sa part indiqué M. Paulson. Lors de son passage à Washington, le candidat français devait également rencontrer le président de la Banque mondiale Robert Zoellick, le président de la banque centrale américaine (Fed) Ben Bernanke, et des conseillers du président George W. Bush, a-t-on appris de source diplomatique. M. Strauss-Kahn est jusqu'à maintenant le seul candidat à avoir postulé à la succession de l'Espagnol Rodrigo Rato qui a annoncé fin juin qu'il quitterait ses fonctions à la fin octobre, avant le terme prévu de son mandat en 2009.

FORCING DES PAYS EMERGENTS

Au terme d'une règle non écrite, l'Europe désigne le directeur général du FMI tandis que les États-Unis choisissent le prési-



Dominique Strauss Kahn

dent de la Banque mondiale. Plusieurs nations, notamment les pays émergents, réclament toutefois l'abolition de cette règle et le droit de prendre à leur tour la tête de l'organisation dont ils sont aujourd'hui, avec les pays en développement, les principaux clients. Le «G24», qui regroupe les principaux pays en développement, a rappelé cette semaine ses réserves sur la nomination d'un directeur choisi par les Européens et demandé aux pays riches de s'engager clairement en faveur d'un processus de sélection ouvert.

Conscient de cette difficulté, M. Strauss-Kahn a pris soin d'indiquer mi-juillet qu'il souhaitait être «choisi sur la base de ses mérites propres» et annoncé une tournée de capitales pour convaincre du «bien-fondé» de sa candidature. «Il n'y a pas de raison en effet que se poursuive encore longtemps cette sorte de gentleman agreement entre les États-Unis et l'Europe», a-t-il à l'AFP: «mais, d'un autre côté, cela ne veut pas dire non plus qu'il est interdit pour un Européen d'être candidat». M. Strauss-Kahn a franchi une étape importante sur la route qui le pourrait le mener à la tête du Fonds monétaire international. À l'issue d'une rencontre, avec le président brésilien, le conseiller du président pour la politique internationale a déclaré que «Lula a été tout à fait d'accord avec les questions soulevées», par Dominique

Strauss-Kahn. Le président Lula s'est déclaré satisfait du programme de réformes exposé par le candidat européen. Un changement de ton notable, alors qu'il y a deux semaines encore la présidence brésilienne estimait que les petits arrangements entre Européens et Américains - les premiers se réservant la tête du FMI et les seconds celle de la Banque mondiale étaient dépassés.

Selon son entourage, le président brésilien a apprécié le fait que l'ancien ministre socialiste français de l'Économie et des Finances insiste sur la nécessité d'introduire des changements sur «trois niveaux clés» du Fonds monétaire international (FMI).

RÉFORMER LE FONCTIONNEMENT

Le premier niveau de réforme concerne le fonctionnement interne du FMI où les petits pays ne sont pas assez représentés. La deuxième question a trait au «problème de la succession» et au «critère automatique» en vertu duquel l'Europe désigne le plus haut responsable du FMI. Le troisième domaine de réformes évoqué par Dominique Strauss-Kahn tient au «Programme» du Fonds qui «doit contribuer davantage à la politique de développement».

«J'ai expliqué au président Lula (...), le fait que j'avais bien conscience que le Fonds monétaire était en crise, que l'image qu'il avait pu avoir dans le passé, notamment en Amérique du Sud, est difficile», a déclaré DSK à l'issue de sa rencontre. Le candidat européen, qui vient d'effectuer également une tournée en Afrique a eu le soutien du président sud-africain Thabo Mbeki, ce dernier a déclaré à Pretoria que le Français Dominique Strauss-Kahn, candidat à la tête du Fonds monétaire international (FMI), rendrait l'institution «plus représentative des pays émergents» s'il était élu.

«Nous pensons qu'il apportera énormément au travail du FMI, notamment en améliorant le système de gouvernance du FMI, en le rendant plus représentatif des pays en développement», a-t-il dit à l'issue d'une rencontre avec l'ancien ministre socialiste français, dont la candidature est soutenue par l'Union européenne (UE).■

AFRIQUE

Classement des dix premières économies en Afrique

Les dix économies les plus performantes d'Afrique en matière d'investissement, réalisées par le nouvel hebdomadaire Les Afriques. Sur la base des rapports de la Banque mondiale, du Pnud, de la Cnuced, du Wef et des notes de synthèse de l'agence Standard & Poor's, afin de refléter plus le dynamisme des pays concernés que leur poids réel dans l'économie africaine, le classement a voulu intégrer des critères plus dynamiques tel que l'appréciation des investisseurs (environnement des affaires et compétitivité), la notation pays, le flux des IDE, l'indice de développement humain, entre autres. En tout sept critères d'évaluation notés sur 70 points.

Au premier rang, l'Afrique du Sud avec 45 points, en tête du classement avec un PIB de 256,4 milliards de dollars soit 40% de celui de l'Afrique,

Au deuxième rang, la Tunisie avec son économie diversifiée se positionne fièrement et confirme un développement économique entamé depuis la deuxième moitié des années 80, encadré par l'État, et qui a incontestablement porté ses fruits. Au troisième rang, le "tigre" de l'Océan indien, l'Ile Maurice, petit pays de 1,2 millions d'habitants et un PIB de 6,4 milliards de dollars, affiche dans le classement son nouveau cap économique des nouvelles technologies, après l'industrie et les finances.

Au quatrième rang, le Botswana, avec

une administration considérée comme la moins corrompue d'Afrique et un sous-sol riche en diamants, cuivre, nickel. Le Botswana est le seul pays au monde à avoir affiché une croissance annuelle moyenne de 9% pendant 30 ans (1970-2000).

Au cinquième rang, l'Égypte, les bonnes performances de son secteur touristique lui permettent de poursuivre depuis 2003 un cycle de croissance au rythme de 5% alors que les investissements en provenance des pays du Golfe lui donnent une bonne assise financière, en plus de ses exportations pétrolières et gazières.

Au sixième rang, le Maroc, qui est tout de même l'une des places financières les plus dynamiques dans la région et qui compte 16 entreprises parmi les 50 plus grandes d'Afrique du Nord. Si l'économie marocaine reste dépendante du pétrole, le chantier de l'Indh (Initiative nationale pour le développement humain) devrait faire profiter les dividendes de l'embellie économique à une plus large couche sociale.

Au septième rang, l'Algérie, a réussi à ramener sa dette extérieure sous la barre des 15% du PIB contre 35% en 2003 et les réformes sur le plan financier, notamment la restructuration du secteur bancaire, un important programme de privatisation ainsi que la maîtrise de la dépense publique, devront donner à ce pays du Maghreb central "plus d'atouts pour son

développement social et économique".

Au huitième rang, le Nigeria, enfin un pays d'Afrique de l'Ouest, heureux présage pour ce pays de paradoxe qui est également le huitième exportateur d'or noir. C'est aussi, avec une population estimée à plus de 100 millions d'habitants, le pays le plus peuplé d'Afrique et qui compte environ deux tiers de cette population vivant en dessous du seuil de pauvreté contre 43% en 1985. Bien qu'étant dans une bonne conjoncture, le secteur pétrolier nigérian doit faire face à des enlèvements fréquents de coopérants et de travailleurs étrangers sur fond de revendications politiques et sociales.

Au neuvième rang, la Libye, s'illustre à travers la signature en début juin 2007 d'un contrat record de 900 millions de dollars avec la compagnie pétrolière britannique BP pour des opérations d'exploration, mais aussi des Investissements directs étrangers (Ide) qui ont atteint 261 millions de dollars en 2006. Il s'y ajoute des exportations composées essentiellement de pétrole et de gaz qui dépassaient 37 milliards de dollars.

Au dixième rang, le Ghana est devenu au cours des dix dernières années, l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique, grâce "à la combinaison de la formation du capital humain et d'une politique ambitieuse, la maîtrise de l'inflation, la bonne gouvernance et la gestion saine des finances publiques. ■

DÉFENSE DU «TOURISME ÉQUITABLE»

Depuis son jeune âge, Mme Zamuda Jeanne Sabiti utilise les dons innés à sa disposition pour réaliser des activités culturelles et touristiques au niveau, tant national qu'international. L'idée d'organiser le tourisme autrement vient d'elle parce qu'elle aime partager la culture, lutter pour la sauvegarde de l'environnement, profiter et faire profiter de la nature qu'elle protège partout où elle se trouve.

Immigrée au Canada depuis, Zamuda.J.Sabiti a réalisé plusieurs activités sans jamais mettre de côté, la promotion de la culture africaine et de tourisme équitable. À la fin de sa formation, ses en-

fants avec elle décidèrent de créer « INTER-TOURISME Inc » afin de se donner un moyen pour développer le tourisme équitable. Son but consiste à organiser le tourisme autrement, entre l'Amérique du Nord (Canada) et l'Afrique, à travers le tourisme équitable. La mission d'Inter-tourisme est de promouvoir les potentialités touristiques du Congo en Amérique du Nord afin d'attirer les investisseurs et des financements pour le développement du tourisme au Congo.

Compte tenu de cette expertise, le ministère du Tourisme de la République démocratique du Congo, par le canal de l'Office national du Tourisme, décida de confier à Mme Sabiti, le mandat de représenter ce dernier auprès de l'industrie touristique canadienne. ■





UNION AFRICAINE

Les États-Unis d'Afrique, réalité ou utopie

Le 9ème Sommet de l'Union Africaine s'est réuni à Accra (Ghana) du 1er au 3 Juillet 2007. A l'ordre du jour de ce Sommet le projet de création d'un gouvernement africain continental. Ce projet était soutenu par la Libye et le Sénégal, et avait pour objectif la création d'un gouvernement africain de 15 ministres à mettre en place le 1er janvier 2008. Les discussions furent houleuses, avec notamment l'opposition à ce projet de deux poids lourds de l'Afrique : le Nigeria et l'Afrique du Sud. Finalement, et comme c'est le cas dans tous les désaccords, il a été décidé de créer 4 Commissions qui devront fournir un rapport à la prochaine session ordinaire de l'Union Africaine, qui aura lieu en janvier 2008.

Ces Commissions doivent se pencher sur le concept de gouvernement de l'Union et ses relations avec les gouvernements nationaux, définir les domaines de compétence du gouvernement continental et l'impact sur la souveraineté des États, enfin élaborer une feuille de route et un calendrier, ainsi qu'un plan de financement. On ne peut que s'étonner de cette fuite en avant des dirigeants de l'Union africaine, alors que ce continent se débat dans des problèmes politiques et écono-



Président ghanéen John Kufuor

miques incommensurables. Michèle Alliot-Marie, ministre française de l'Intérieur, et ancienne ministre de la Défense, dans un récent article sur « La nouvelle mission de l'Europe en Afrique » décrivait comme suit la situation en Afrique. « Il est

vrai que bon nombre de pays africains souffrent actuellement d'instabilité, d'échecs gouvernementaux, de conflits régionaux, de violentes luttes intestines politiques et d'autres maux connexes, y compris des massacres et une brutalité à grande échelle, des guerres civiles, des mouvements massifs de réfugiés, des bouleversements économiques et des dégâts écologiques.» Sur le plan économique, la situation en Afrique n'est guère plus brillante : 300 millions de personnes vivent avec moins de 1\$ par jour, dont 70% de femmes. L'espérance de vie n'est que de 53 ans, et l'analphabétisme frappe 38% de la population. Le taux de scolarisation de niveau secondaire n'est que de 29,3%. Enfin 80% des enfants atteints du VIH/sida se trouvent en Afrique.

Au lieu de s'occuper des problèmes concrets de l'Afrique, et notamment des graves crises qui secouent le Darfour, la Somalie, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire, le Sommet a préféré discuter d'un projet complètement utopique, à savoir l'instauration d'un gouvernement africain continental. Il faut savoir que l'instauration d'une union régionale est extrêmement complexe et demande beaucoup de temps. En plus, toutes les unions régionales déjà constituées dans le monde ont



donné la priorité au volet économique plutôt qu'au volet politique. L'Union européenne a mis plus d'un demi-siècle pour se constituer. Au départ, elle était composée seulement de 6 pays, et en compte 27 aujourd'hui. Pour accéder à l'union économique, la construction européenne a été jalonnée d'une multitude d'étapes, et de plusieurs Traités (Rome en 1957, Maastricht en 1992, Amsterdam en 1997, Nice en 2001). Elle a été dotée d'institutions permanentes et solides, dont la Commission européenne de Bruxelles, qui a été le véritable maître d'œuvre de l'Union. Malgré tous ses efforts, l'Union européenne n'a pas réussi à constituer une véritable union politique. Les autres unions régionales : ALÉNA, ASEAN, MERCOSUR, APEC, ne sont que des zones de libre échange, chaque pays gardant sa souveraineté politique.

Aussi pour construire un projet sérieux d'Union en Afrique, il faut tout d'abord s'atteler à la gouvernance politique. Il y a lieu tout d'abord d'assurer une véritable démocratie dans les pays africains, où le gouvernement issu des urnes, représente



réellement la volonté populaire. Il faut par la suite consolider les unions régionales existantes : UMA (Maghreb), CEN-SAD (Pays du Sahel), UEMOA (Afrique de l'ouest), CEEAC (Afrique centrale), EAC (Afrique de l'est) COMESA (Afrique aus-

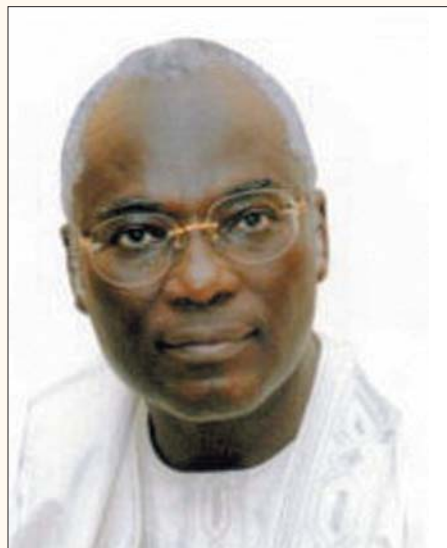
trale). Une fois cela fait, on peut songer alors à une Union des États Africains, qui serait l'émanation des unions régionales africaines. Sans cet effort de longue haleine, tout projet précipité serait voué à l'échec. ■

SÉNÉGAL

Une coopération exemplaire avec le Canada*

Le Sénégal et le Canada entretiennent depuis 1962 une coopération dynamique et féconde qui touche à des domaines essentiels pour le développement économique et social de mon pays. Avec l'appui des gouvernements, cette coopération s'est étendue au secteur privé des deux pays, à travers des partenariats d'affaires mutuellement avantageux, matérialisés par des transferts de technologie, voire la création de sociétés conjointes, qui, aujourd'hui, contribuent au renforcement du potentiel économique du Sénégal.

Par ailleurs, le Sénégal fait partie des pays de concentration soutenus prioritairement par le Canada, à travers son aide publique au développement. Pour l'avenir et parallèlement, des efforts soutenus vont être déployés pour le développement des échanges privés économiques et commerciaux entre les deux pays. C'est la trajectoire que je compte imprimer à ma mission, tant il est vrai que la diplomatie, de nos jours, doit aider nos pays à l'économie fragile, à répondre aux nouvelles



exigences de la globalisation des marchés.

Pour atteindre cet objectif, j'entends focaliser mon action, à court terme, sur les domaines suivants :

- L'exploration des possibilités de coopération dans les secteurs miniers et énergétiques, tant au plan provincial que fédéral.

- Le renforcement du partenariat privé, en matière de NTIC,
- La mise à profit de l'expérience canadienne dans le domaine de la pêche pour mieux appuyer le secteur privé sénégalais,
- Le développement de la coopération dans le secteur de l'environnement.

La stratégie que je compte développer pour attirer les investisseurs sera inspirée des divers atouts que présente le Sénégal:

- Une position géographique intéressante,
- Une stabilité politique avantageuse,
- Un secteur économique en pleine expansion et marqué, entre autres, par le développement considérable des infrastructures et des technologies de l'information et de la communication,
- Un environnement juridique propice aux affaires, grâce à un code des investissements qui garantit le libre transfert des capitaux et des biens, l'égalité de traitement entre nationaux et étrangers, l'assouplissement du marché du travail, l'allègement des procédures d'agrément et des formalités administratives. ■

(*) *Éditorial de SEM Issakha Mbacke, ambassadeur du Sénégal au Canada*



Le rôle des banques centrales dans une économie mondialisée

Dans le cadre de la 13^{ème} Conférence de Montréal, organisée par le Forum économique international des Amériques, M. Jean-Claude Trichet a prononcé un discours remarquable sur le rôle des banques centrales dans une économie mondialisée. Avec le franc-parler qu'on lui connaît et dans un langage aussi clair que profond, M. Trichet livre sa pensée sur les défis auxquels sont confrontées les banques centrales dans un monde en constante évolution. Nous vous présentons ici les grandes lignes de son intervention.



QUELQUES TENDANCES SOUS-JACENTES DE LA MONDIALISATION

La mondialisation recouvre un ensemble de phénomènes et de tendances ayant conduit à une plus grande interdépendance de la plupart des économies dans le monde. Il en résulte une forte augmentation des échanges transfrontaliers de biens et services, de capitaux, de main-d'œuvre et de ressources naturelles. J'ajouterais que l'on assiste parallèlement à une augmentation très significative des échanges transfrontières d'idées et de concepts entre les diverses institutions, organisations et instances des sociétés civiles elles-mêmes. Le concept de mondialisation s'est imposé au cours des

vingt dernières années et le phénomène s'est particulièrement accéléré lors de la décennie écoulée, sous l'effet d'une conjonction de facteurs comme la diffusion de technologies de l'information et de la communication toujours plus sophistiquées et abordables. Les coûts liés au transport de marchandises ont également diminué.

Les économies ont continué de s'ouvrir et de nombreuses barrières commerciales et financières ont été levées. Partout, les obstacles nationaux à la circulation des biens, des services et des facteurs de production se sont estompés. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont également significativement augmenté, entraînant une internationalisation des processus de production et de nouvelles méthodes de travail, les entreprises instal-

lant des filiales à l'étranger dans le double but d'accéder à des marchés internationaux et de réduire leurs coûts de production.

Grâce à la mondialisation, de nombreux pays émergents ont pu accéder aux marchés mondiaux et prendre part à la compétition internationale. Pour prendre la mesure du phénomène au niveau de la planète, il faut noter que la main-d'œuvre disponible active sur les marchés mondiaux a probablement doublé en passant de 1,5 milliard à 3 milliards de personnes avec l'ouverture de la Chine, de l'Inde, de nombreuses économies autrefois planifiées et de plusieurs autres pays émergents. La mobilité de la main-d'œuvre

reste limitée à l'échelle de la planète, mais la flexibilité accrue des flux de capitaux apporte aux entreprises un accès beaucoup plus aisé qu'auparavant à l'offre mondiale de travail. De nombreuses industries ont par conséquent installé des chaînes de production au niveau mondial. *Je voudrais évoquer l'ampleur et la portée de la mondialisation à travers quelques chiffres.* L'ouverture des marchés mondiaux – mesurée par la part des exportations et des importations mondiales de biens et services exprimée en pourcentage du PIB mondial – a pratiquement doublé au cours des vingt années écoulées, passant de 33,9 % du PIB mondial en 1986 à 60 % du PIB mondial en 2006. Un facteur de plus en plus décisif a été l'accroissement des échanges de biens et services intermédiaires ayant découlé de la progression de l'internationalisation des processus de production.

Les systèmes financiers (marchés, infrastructures ou institutions) sont également profondément affectés, car le renforcement des incitations pour les investisseurs à détenir des actifs étrangers dans leurs portefeuilles et la multiplication des possibilités de diversifier et de répartir les risques financiers à l'échelle du globe ont eu une influence sur l'ensemble des composantes de ces systèmes.

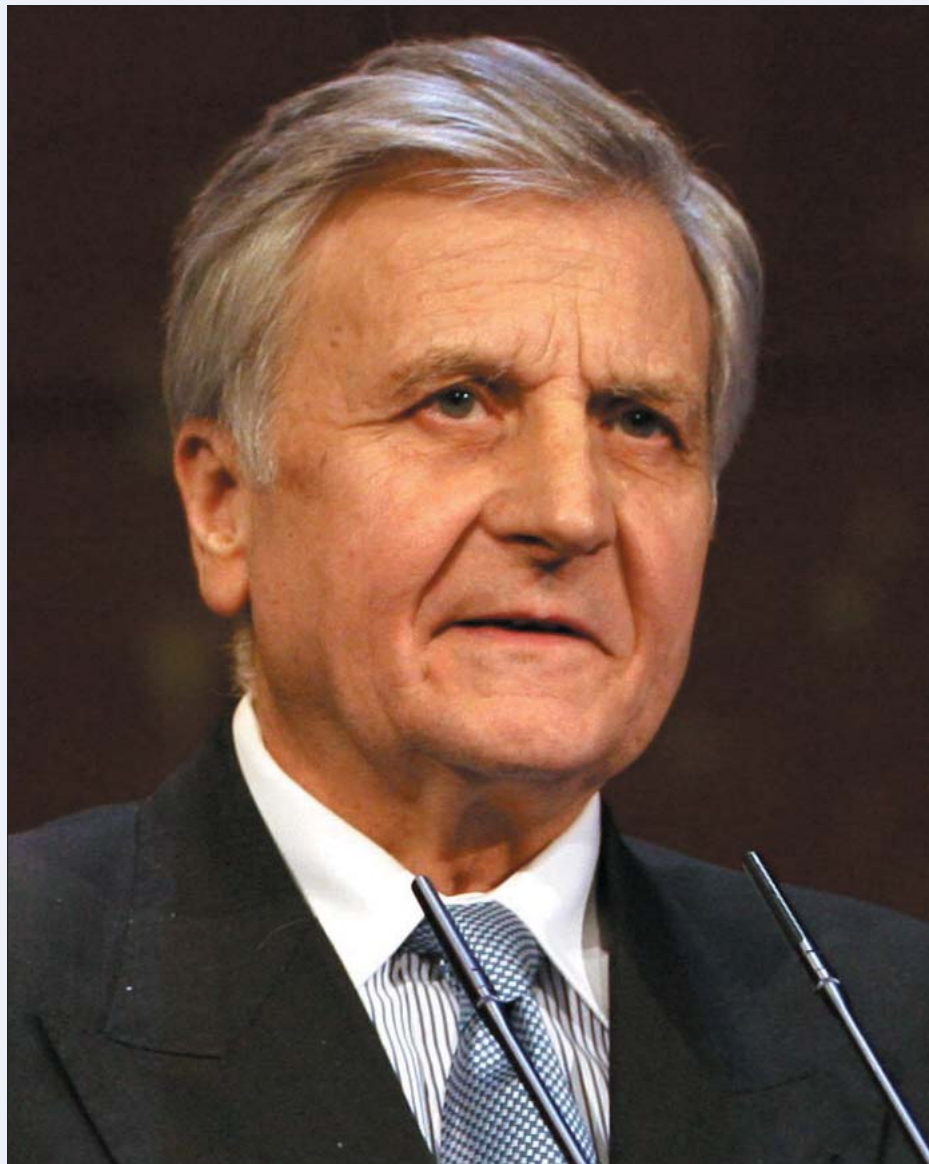
Permettez-moi d'illustrer brièvement certaines évolutions marquantes. La part des actifs internationaux bruts en pourcentage du PIB – qui fournit une mesure de l'ouverture des systèmes financiers – a été multipliée par huit au cours des vingt-cinq dernières années et représente à ce jour 130 % du PIB mondial. Quant aux flux mondiaux de capitaux, leur composition a fortement évolué ces dernières années. Alors que les flux d'investissements

directs étrangers et les opérations internationales sur actions étaient dominants à la fin des années 1990, les opérations transfrontalières de portefeuille portant principalement sur des actifs plus liquides ont augmenté récemment, expliquant la plus grande partie de la hausse des mouvements mondiaux de capitaux. La distribution internationale des risques et le transfert d'épargne nette entre les pays sont deux éléments importants de ce processus.

Les économies de marché émergentes accroissent leur part dans le PIB mondial. En données agrégées, elles ont enregistré des sorties nettes de capitaux de USD 650 Mds en 2006 contre USD 458 Mds en 2005. Le solde net des investissements directs est resté globalement inchangé sur cette période, les entrées nettes s'établissant à USD 267 Mds en 2006. En revanche, le solde des investissements de portefeuille, qui inclut le secteur public, a enregistré des sorties supérieures en 2006, atteignant USD 379 Mds contre USD 258 Mds en 2005, tandis que les investissements de portefeuilles vers les économies émergentes décroissaient légèrement. Au total, les économies émergentes ont fourni au reste du monde des ressources nettes correspondant au montant de leurs excédents courants. Cela s'explique principalement par les capacités d'absorption en interne limitées de ces économies et leurs systèmes financiers peu développés.

La mondialisation renforce la prospérité économique et permet l'amélioration des niveaux de vie par différents canaux. La concurrence internationale est plus vive, les transferts de technologies et de connaissances plus nombreux. Il en résulte des gains de productivité et une croissance mondiale plus forte. Les surplus d'efficacité économique contribuent à abaisser les coûts pour les entreprises et les prix des biens échangeables. La palette de nouveaux produits est de plus en plus vaste. Les ressources sont allouées aux activités les plus profitables dans le monde, tandis que les possibilités de diversification et de distribution des risques augmentent à l'échelle de la planète.

La surveillance exercée par les investisseurs internationaux est également un vecteur de discipline accroissant la qualité des politiques économiques intérieures, ce qui participe à l'amélioration des fondamentaux économiques. La mondialisation pose toutefois également un certain nombre de défis et s'accompagne de certains



risques. L'intégration mondiale de plus en plus étroite et le renforcement de la libre circulation des capitaux ont rendu le système financier international plus sensible aux changements d'appréciation des investisseurs. De plus, les échanges internationaux et les liens financiers sont susceptibles d'intensifier la transmission des chocs d'un pays à l'autre et d'amplifier les effets de propagation par-delà les frontières. Il convient de ne pas perdre de vue que, il y a quelques années, une série de crises financières ont fait peser de sérieuses menaces sur le système financier international, à l'instar de la crise asiatique qui a débuté en 1997 ou de la crise russe en 1998. Ces crises avaient un caractère spécifique et la communauté internationale a su les résoudre. Chaque crise a illustré la nécessité d'investir de manière

appropriée dans les institutions et le capital humain afin de renforcer la gouvernance économique. Je reviendrai sur l'incidence de crises financières majeures pour les banques centrales dans la troisième partie de mon propos. Les crises passées témoignent de la vulnérabilité du système économique et financier mondial et nous rappellent qu'il convient de toujours rester alerte et de ne jamais être complaisant.

L'INTÉGRATION DE LA ZONE EURO AU SEIN D'UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Ma deuxième piste de réflexion a trait aux liens économiques et financiers existant entre la zone euro et le reste du monde. Je veux souligner que l'intégration intra-européenne s'est déroulée en parfaite har-



monie avec l'intégration de l'Europe au sein de l'économie mondiale. Par exemple, du point de vue commercial, la zone euro est très ouverte sur le reste du monde, plus ouverte que les États-Unis et le Japon. Les exportations de biens et services hors zone euro s'élèvent à quelque 20 % du PIB de la zone, un chiffre sensiblement identique à celui des importations en provenance du reste du monde. Ces chiffres sont nettement supérieurs à ceux des États-Unis et du Japon. Dans le premier cas, les exportations et les importations de biens et de services représentent, respectivement, environ 10 % et 16 % du PIB. Au Japon, les exportations totales s'élèvent à 15 % du PIB et les importations à 13,4 %. Ce qui est en outre particulièrement remarquable pour la zone euro, c'est que l'augmentation du commerce avec le reste du monde a même été supérieure à l'augmentation des échanges au sein de la zone euro.

Plus remarquable encore, peut-être, la zone euro est, du point de vue financier également, davantage ouverte que les États-Unis et le Japon. Je voudrais faire quatre observations. **En premier lieu**, les avoirs et engagements extérieurs de la zone euro sont très importants en pourcentage du PIB, avec environ 124 % et 137 % respectivement. Par comparaison, les chiffres correspondants pour les États-Unis sont sensiblement inférieurs, les avoirs extérieurs représentant 90 % du PIB et les engagements 110 %. Au Japon, les actifs financiers étrangers sont également nettement inférieurs à ceux de la zone euro, avec 94 % du PIB en 2005, l'écart étant encore plus grand en ce qui concerne les engagements extérieurs, qui s'élèvent à seulement 60 % du PIB, soit moins de la moitié du chiffre correspondant de la zone euro. Cela démontre bien à quel point la zone euro est tournée vers le reste du monde.

Ma deuxième observation tient au fait que la monnaie unique a très probablement contribué à l'ouverture financière de la zone euro. Du côté des avoirs, les encours d'actifs de la zone euro détenus en dehors de la zone sont passés de moins de 87 % du PIB en 1999 à, comme indiqué, plus de 124 % en 2005. S'agissant des engagements, la hausse a également été substantielle, ceux-ci étant passés de quelque 92 % du PIB à 137 %. Les États-Unis ont enregistré des augmentations nettement moins marquées, l'encours des actifs américains détenus à l'étranger pro-



gressant de 80 % du PIB en 1999 à 90 % aujourd'hui et les engagements passant de 91 % à 110 % du PIB. En d'autres termes, l'augmentation a été plus forte pour la zone euro depuis le début de l'Union économique et monétaire.

Ma troisième observation, si vous le voulez bien, tient à l'attractivité de la zone euro en termes d'investissements directs étrangers. Les flux d'IDE vers la zone euro représentent en effet plus de 27 % de son PIB, contre 22,5 % pour les États-Unis. En pourcentage du PIB, la zone euro aurait été la destination d'un volume d'IDE comparable à celui reçu par la Chine – soit 27,3 % dans les deux cas – selon les statistiques du FMI. En termes nets, l'encours d'investissements directs à l'étranger est à peine supérieur à celui enregistré au sein de la

zone euro, avec 30,4 % pour les premiers et 27,3 % pour les seconds).

Ma quatrième observation concerne les partenaires bilatéraux de la zone euro en matière d'IDE. Sur la base des données disponibles, il convient de noter que les IDE de la zone euro à l'étranger sont principalement réalisés dans des économies développées, avec près de 21 % aux États-Unis, 24 % au Royaume-Uni, 9 % en Suisse et entre 2,5 % et 3 % en Suède, au Canada et au Japon. De la même manière, du côté des engagements, le Royaume-Uni et les États-Unis représentent une part plus importante que du côté des actifs (environ 40 % et 23,5 % respectivement). Il faut aussi signaler que le montant des IDE de la zone euro dans les économies de marché émergentes a progressé rapide-



ment. Entre 1999 et 2005, les IDE réalisés par la zone euro dans les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont augmenté fortement. Sur cette période, l'encours des IDE dans ces pays est passé de 63 à 133 milliards d'euros (soit une hausse de 111 %). Par comparaison, au cours de la même période, l'encours des IDE de la zone euro aux États-Unis a progressé de 55 %, de 360 à 558 milliards d'euros. La zone euro elle-même est également devenue plus attrayante pour les investissements de ces pays. Entre 1999 et 2005, les encours d'IDE de ces pays à destination de la zone euro ont été multipliés par trois et sont passés de 4 à 12 milliards d'euros, même s'ils restent faibles en termes rela-

DIALISATION POUR LES BANQUES CENTRALES

Ma troisième piste de réflexion concerne les conséquences de la mondialisation pour les banques centrales du point de vue de leurs deux missions principales, à savoir la conduite de la politique monétaire et leur contribution à la stabilité financière.

1- La mondialisation et la politique monétaire

La question de l'impact de l'épisode historique de mondialisation accélérée que nous observons depuis quelques mois sur l'inflation est à la fois importante et controversée. La théorie économique

le travail. La mondialisation exerce également une pression favorable à la stabilité des prix en renforçant significativement la concurrence à l'échelle mondiale, diminuant la capacité des entreprises de fixer les prix et en exerçant une pression sur les coûts unitaires de production dans les pays industrialisés. Enfin, troisième influence, en harmonie avec les deux remarques précédentes, la mondialisation a également exercé une influence positive sur la productivité du secteur productif au niveau mondial en facilitant et en accélérant le phénomène de restructuration et d'optimisation de la division du travail dans une perspective transfrontière élargie. Mais il serait naïf de croire que la mondialisation ne fonctionne qu'à sens unique dans ses relations avec l'inflation. Ainsi l'irruption de nouvelles économies en croissance très rapide dans l'économie mondiale exerce une pression à la hausse des prix des produits miniers et des énergies fossiles. Ce phénomène est particulièrement visible depuis 2003.

Le même phénomène de hausse des prix est observé s'agissant de certaines productions agricoles. L'accession, en particulier, d'une nouvelle nombreuse classe moyenne à un niveau de vie significativement plus élevé se traduit par des changements importants des habitudes alimentaires et, par voie de conséquence, de l'économie des secteurs de la viande, des céréales et des produits frais au niveau mondial. Les influences théoriques sur les prix qu'on peut associer à la mondialisation étant nombreuses et de sens différents, une conjecture en quelque sorte naturelle pourrait être de présumer que la mondialisation en tant que phénomène continu, exerçant son influence sur une durée moyenne-longue se traduit par des changements substantiels des prix relatifs - les prix des produits manufacturés baissant et les prix du pétrole, du gaz et de certains produits de base augmentant - sans pour autant que le niveau général des prix soit significativement affecté.

Les recherches empiriques ne permettent toutefois ni de confirmer de manière irréfutable, ni de réfuter cette conjecture dans la période récente. Au total les données disponibles confirment bien que les prix des produits manufacturés importés dans la zone euro étaient toujours inférieurs, fin 2006, à leur niveau de 2001. Bien que les prix à l'importation des ma-



tifs. Ainsi, au cours de la même période, les investissements des États-Unis dans la zone euro ont progressé de 322 milliards d'euros à 560 milliards. Ce sont les investissements réalisés par les entreprises brésiliennes et russes qui se taillent la part du lion dans la hausse des IDE des pays du BRIC à destination de la zone euro, mais les IDE en provenance de Chine et d'Inde ont augmenté ces dernières années. Dans l'ensemble, ces données témoignent qu'il n'existe pas de « forteresse Europe », ni de « forteresse zone euro ».

exhibe de nombreux canaux par lesquels la mondialisation peut influencer le niveau des prix mais ces influences ne sont pas univoques.

J'ai déjà évoqué le phénomène fondamental de l'expansion de la main d'œuvre disponible au niveau de l'économie mondiale avec l'ouverture généralisée des économies émergentes et des anciennes économies communistes. Ce phénomène exerce en particulier une pression à la moindre hausse du coût du travail, en particulier du travail non qualifié. D'une manière plus générale il a tendance à modifier significativement au niveau mondial l'équilibre précédent entre le capital et

Consultez

le Magazine Diplomat investissement au
www.diplomatinvestissement.com



tières premières ont fortement augmenté depuis 2003, on peut considérer que sur la même période, l'accélération de l'ensemble des prix à l'importation, tous produits confondus, a été modérée par une partie croissante d'importations de la zone euro en provenance des pays à bas coûts de production (Pays de l'Europe de l'est et d'Asie, en particulier Chine). Il reste que le phénomène de mondialisation et de son accélération depuis le milieu des années 1990 a coïncidé avec un recul du niveau de l'inflation dans le monde et une baisse de sa volatilité. De manière concomitante et comme une conséquence de cette stabilisation de l'inflation à un bas niveau, on a observé également une plus faible volatilité des variables macroéconomiques. Mais il ne faudrait pas en conclure que cette corrélation de la mondialisation et de la faible inflation démontre une relation de causalité. On peut en effet identifier plusieurs autres facteurs — indépendants de la mondialisation — contribuant à expliquer ces bons résultats. J'en vois au moins quatre.

En premier lieu les progrès très rapides de la science et de la technologie, en particulier des technologies de l'information et de la communication — conduisant à d'importants progrès de productivité qui coïncident avec la globalisation et en sont d'ailleurs une des causes. En second lieu aux réformes structurelles qui ont été menées dans le monde industrialisé à partir du début des années 1980 et qui se sont progressivement intensifiées dans l'ensemble des économies. Ces réformes structurelles tout comme la diffusion des progrès technologiques ont contribué à accroître le potentiel de croissance des économies et donc à faciliter la stabilité des prix. En troisième lieu à la discipline budgétaire accrue qui a marqué la plupart des économies durant la période récente après les dérèglements budgétaires de la période précédente. Et enfin à la politique monétaire suivie par les banques centrales et à leur crédibilité accrue.

C'est sur ce dernier point que je voudrais insister. Quelles que soient les influences qui s'exercent dans le contexte de la mondialisation le principe fondamental permettant l'ancrage de la politique monétaire demeure : à long terme, l'inflation est un phénomène monétaire. Par conséquent, la mondialisation n'affecte pas le rôle central ni la responsabilité principale

des banques centrales, qui consistent à préserver la stabilité des prix. Dans le court terme, la banque centrale doit continuer à ancrer les anticipations d'inflation à un niveau compatible avec la définition qu'elle a fixée de la stabilité des prix. Permettez-moi d'illustrer mon propos à l'aide d'un exemple. Prenons comme point de départ la forte hausse des prix de l'énergie observée ces dernières années. Je pars de l'hypothèse de l'engagement crédible de la banque centrale, qui bénéficie en outre de la confiance totale du public et des autres responsables de la politique économique, à maintenir la stabilité des prix.

Les entreprises, pour lesquelles l'énergie est un intrant dans les processus de production, constatent une augmentation sensible et brusque des cours du pétrole. Au vu de l'engagement crédible d'assurer le maintien de la stabilité des prix à moyen terme et de l'ancrage solide des anticipations d'inflation à de bas niveaux, les entrepreneurs comprennent aisément que la hausse des cours affecte le prix relatif de l'énergie, alors que le niveau général des prix n'augmente peut-être pas autant.

Ils sont par conséquent moins tentés de répercuter totalement l'augmentation du prix des intrants sur les consommateurs car, s'ils agissaient de la sorte, leur compétitivité pourrait s'en trouver fortement érodée, particulièrement dans un environnement mondial de plus en plus concurrentiel. Cet exemple montre que la crédibilité de la banque centrale réduit clairement les effets inflationnistes de second tour et minimise les fluctuations macroéconomiques en termes de production et d'inflation.

2- Qu'en est-il à présent du rôle des banques centrales dans la réduction des risques pour la stabilité financière découlant de la mondialisation.

L'interconnexion généralisée des systèmes financiers a créé un système financier mondial qui devient la véritable entité pertinente au niveau mondial. Ceci influe sur l'évaluation de la stabilité financière par les banques centrales de deux manières :

- En premier lieu, celles-ci doivent placer davantage leur analyse de la stabilité financière dans une perspective mondiale. Ainsi, en ce qui concerne la zone euro, par





exemple, on ne peut développer une vision exhaustive des principales sources de risques et de vulnérabilités pour le système financier sans prendre en compte les importants déséquilibres mondiaux ou les inquiétudes relatives aux excédents de liquidité.

- En second lieu, la mondialisation des systèmes financiers exige une coopération transfrontalière renforcée et des échanges d'informations accrus entre banques centrales (ainsi qu'entre elles et les autres autorités contribuant à la stabilité financière). Cela devrait permettre, d'une part, de fournir une évaluation détaillée des risques et des vulnérabilités et, d'autre part, d'identifier les mesures adéquates et effectives à prendre. Au sein de l'Union européenne, c'est essentiellement le Comité économique et financier (et sa « Table de la stabilité financière » regroupant des représentants des ministères des finances, des banques centrales et des autorités de surveillance dans le domaine bancaire, des titres et des assurances) ainsi que le SEBC/Eurosystème qui poursuivent cet objectif. Au niveau du G 10, la réalisation de cet objectif incombe au Forum sur la stabilité financière et à d'autres comités sectoriels.

La mondialisation des systèmes financiers exerce également une incidence sur le rôle des banques centrales en ce qui concerne la **définition de la réglementation et de la surveillance financières**. Cette fonction relève des banques centrales, car soit elles exercent une responsabilité directe en matière de surveillance, soit elles interviennent à travers une mission de conseil aux gouvernements. De façon générale, la mondialisation financière nécessite une intensification des efforts de la part des régulateurs, au niveau transfrontalier, afin que ceux-ci établissent des normes réglementaires et de surveillance cohérentes.

Il convient de promouvoir l'égalité de traitement et de réduire les arbitrages réglementaires. L'expérience de l'Union européenne, où la création d'un marché financier unique constitue un objectif stratégique majeur et suppose la levée de tous les obstacles potentiels dans les domaines de la réglementation et de la surveillance, fournit à cet égard une parfaite illustration. L'expérience de l'Union européenne atteste également l'utilité de procéder par étapes dans le processus de convergence, en se penchant d'abord sur les exigences réglementaires et, ensuite, sur les normes et pratiques en matière de surveillance. Dans ce contexte, je voudrais vous faire part de trois considérations.

- Premièrement, dans les domaines claire-

ment et anciennement identifiés il est important que les régulateurs des principaux systèmes financiers approfondissent et renforcent leur dialogue au niveau mondial. Nous soutenons en particulier l'initiative de la Commission européenne en vue d'étendre son dialogue régulier sur les questions réglementaires avec les États-Unis à d'autres pays importants, comme la Chine et le Japon.

- Deuxièmement, nous voyons augmenter le nombre de domaines nouveaux dans lesquels le besoin d'une approche cohérente au niveau mondial se fait sentir. Les institutions financières à haut effet de levier illustrent bien cette situation. Sur la base du mandat donné informellement par le G8, le Forum sur la stabilité financière a joué et joue un rôle important dans la mise au point de recommandations au niveau mondial adressées aux régulateurs, aux contreparties des fonds à effet de levier, aux investisseurs dans ces fonds. Les institutions financières à haut effet de levier elles-mêmes ont été encouragées à mettre au point, sous leur propre responsabilité et de manière volontaire, leurs éléments de conduite optimale (« benchmarks ») du point de vue à la fois de la transparence vis-à-vis de leurs contreparties et de leurs propres investisseurs et du point de vue de leur gestion optimale de risques. On peut également citer les marchés de dérivés de crédit parmi les autres domaines pour lesquels une approche cohérente au niveau mondial est indispensable.

- Troisièmement, d'une manière générale, beaucoup de progrès restent à faire pour harmoniser les pratiques effectives de surveillance au niveau international. C'est particulièrement paradoxal s'agissant des banques puisque le Comité de Bâle est le plus ancien et le plus avancé avec la mission de veiller à ce que les principes et les concepts de surveillance prudentielle soient définis de manière unique au niveau mondial. Mais compte tenu de la diversité des pratiques un effort très important d'harmonisation reste nécessaire et est actuellement effectué par le « Groupe pour l'application de l'accord » du Comité de Bâle, chargé d'étudier les questions de mise en œuvre pratique de la convergence des pratiques de surveillance bancaire au niveau international.

CONCLUSIONS

Je souhaiterais en conclusion appeler plus particulièrement votre attention sur les cinq points suivants :

- *Premièrement*, n'oublions jamais qu'à la source de la mondialisation se trouve très lar-

gement le progrès scientifique et technologique. Pas de transmission instantanée et à très bas coûts des informations, des concepts et des services au niveau mondial sans les technologies nouvelles de l'information et de la communication. Pas d'expansion extrêmement rapide du commerce international des marchandises sans les progrès technologiques des transports maritimes et aériens.

- *Deuxièmement*, si la science et la technologie sont à la source de la mondialisation contemporaine, celle-ci pourrait bien être un phénomène non seulement durable mais ayant tendance à se renforcer : rien n'indique en effet que les progrès scientifiques et techniques aient tendance à se ralentir, au contraire.

- *Troisièmement*, la croissance rapide que nous observons au niveau mondial et les transformations très importantes dont cette croissance est à la fois le produit et la cause au niveau de chacune des économies, les changements rapides des poids économiques respectifs de économies des divers continents et de la structure de l'économie mondiale, par voie de conséquence, tout se conjugue pour rendre moins fiables les prévisions fondées sur les régularités observées dans le passé. L'incertitude a, par voie de conséquence, tendance à augmenter et des risques économiques et financiers à faible ou très faible probabilité mais à fort potentiel déstabilisateur apparaissent comme la contrepartie inévitable et somme toute « normale » d'une période de prospérité économique sans précédent. Ce n'est pas le moment d'être complaisant.

- *Quatrièmement*, plus que jamais en période de mondialisation accélérée la crédibilité des banques centrales est essentielle pour ancrer solidement les anticipations d'inflation et constituer un socle robuste pour la stabilité monétaire et financière dans une économie internationale brillante et mobile mais dans laquelle l'incertitude et les risques ne peuvent être négligés.

- Enfin *cinquièmement*, il est indispensable d'approfondir et de renforcer la gouvernance mondiale en exploitant au maximum toutes les possibilités offertes par l'ensemble des institutions formelles et informelles existantes et en consolidant la stabilité financière mondiale non seulement par l'unification des principes et des concepts de la surveillance prudentielle et de la régulation mais aussi par l'unification réelle, effective au niveau mondial de la mise en œuvre pratique de la réglementation et de la surveillance. ■



BOTSWANA

Un modèle de réussite pour le continent africain

Le Botswana est un pays du Sud de l'Afrique, voisin de la Namibie, de la puissante Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe. D'une superficie de 581 000 km², il est grand comme la France, mais possède une très faible population, avec seulement 1 812 000 habitants. « Botswana » signifie le « pays des Tswanas », tribu majoritaire dans le pays, composé de huit grands clans vivant pacifiquement. En 1966, le pays accède à l'indépendance.

A la tête du pays, Sir Seretse Khama va s'imposer et diriger le pays jusqu'en 1980, depuis sa capitale Gaborone. Il sera suivi de Quette Masire et de Festus Mogae qui continueront sa politique démocratique. Ainsi, le Botswana apparaît comme une référence démocratique en Afrique, démocratie fondée sur un multipartisme et un jeu d'équilibre entre les clans.

L'EXEMPLE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET CROISSANCE PRUDENTE

La stabilité politique favorise la croissance économique du Botswana qui enregistre de bons résultats économiques, fondés sur la gestion prudente des ressources importantes que lui procure son secteur minier,



Festus Mogae, Président du Botswana

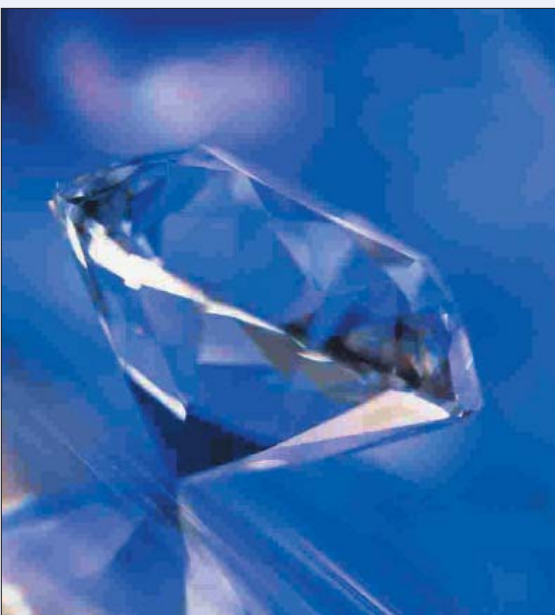
dont le diamant occupe la place centrale. L'économie repose sur les services (banques, tourisme), une industrie de transformation naissante, l'élevage et surtout sur des ressources minières abondantes : le Botswana est le 1er producteur mondial de diamant (33% du PIB et 82,9% des exportations). Les données macroéconomiques du Botswana sont remarquables : taux élevé de croissance (9% annuel sur 30 ans), faible dette extérieure (360 M\$), inflation maîtrisée, balance commerciale et balance des paiements excédentaires, 4,2 Md € de réserves de change, premier pays au monde en terme de réserves de devise par habitant. Le Botswana est un modèle de réussite économique sur le continent africain : bâtissant son avenir sur une administration démocratique, stable, compétente et peu corrompue (Transparency International le classe régulièrement comme le pays le moins corrompu d'Afrique), une gestion prudente et, bien sûr, un sous-sol riche en diamants et minéraux (cuivre, nickel) mais aussi en charbon et pétrole.

Ce pays, qui lors de son indépendance en 1966 était l'un des

vingt-cinq plus pauvres du monde, se classe désormais parmi les plus prospères du continent. Avec un revenu réel par habitant actuellement supérieur à 4 700 dollars, le Botswana est l'un des pays les plus riches du continent africain.

Pendant les trois dernières décennies, le revenu réel par habitant du Botswana a accru plus de 7 pour cent par an, ce qui est comparable aux taux de croissance réalisés par les pays comme la Corée et la Thaïlande. La croissance a continué grâce à des réformes structurelles dans l'économie, malgré que la croissance dans les secteurs minier et public avait ralenti.

Le bilan du Botswana dans le domaine du développement humain est également impressionnant. L'inscription dans les écoles primaires est allée de 66 100 en 1966 à 319 000 de 1995, représentant une croissance moyenne de 5,4 pour cent par an. Dans le domaine de la santé, pratiquement tous les habitants des zones urbaines et presque 83 pour cent des populations rurales sont à moins de 15 kilomètres d'un service de santé de soins primaires. Il y a eu une réduction remarquable dans les taux de mortalité infantile -- de 100 par 1000 naissances vivantes en 1971, à 30 en 1995.



Le rôle de l'investissement direct étranger dans le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays en développement

Dr Efa Fouda*

COMMENT FAIRE POUR ATTIRER L'IDE VERS LES PAYS EN-DÉVELOPPEMENT, NOTAMMENT AFRICAINS

Un trait frappant de l'économie mondiale de ces dernières décennies est la croissance des investissements directs étrangers (IDE) réalisés par des sociétés multinationales en vue d'acquérir des actifs et gérer des activités de production à l'étranger. À la différence des autres grands types de flux de capitaux privés extérieurs, ils sont motivés essentiellement par la perspective des profits que les investisseurs espèrent réaliser dans des activités de production qu'ils génèrent directement.

Cette tendance a été favorisée ces dernières années par la libéralisation du commerce et des régimes d'investissement. Depuis le début des années 80, les flux d'IDE mondiaux ont augmenté plus vite que les échanges commerciaux internationaux ou la production mondiale.

Les IDE dans les pays en développement (PVD) ont suivi la même tendance en atteignant un tiers environ du PIB de ces pays, alors qu'ils s'établissaient à peine à 10 % en 1980. En ce moment, ils constituent pour les PVD, la principale source de financement extérieur, devant les prêts sur les marchés financiers et l'aide public au développement (APD).

Les multinationales des pays industrialisés demeurent la principale source de ce type d'investissement, mais l'investissement direct en provenance des PVD a lui aussi plus que doublé depuis le milieu des années 80.

Malheureusement, l'Afrique subsaharienne est boudée ces dernières années, par les investissements directs étrangers si bien qu'elle représente actuellement moins de 3 % des flux mondiaux de l'IDE, très loin derrière l'Asie et l'Amérique latine.

Étant donné que les investissements directs étrangers sont stratégiques pour le développement d'un pays; non seulement parce qu'ils augmentent les capitaux disponibles, mais surtout, parce qu'ils permettent de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître les exportations, tout en renforçant les capacités d'innovation des pays hôtes, il importe que les PVD, notamment africains améliorent leurs environnements politique, économique et juridique pour pouvoir les attirer sur leur territoire.

Malheureusement, une grande proportion de l'IDE reçu actuellement par l'Afrique concerne essentiellement les investissements liés à l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole et les minerais, alors que le problème de développement de l'Afrique est lié surtout à la transformation de ses produits qui seule est susceptible de créer des richesses et de consolider le développement du continent. Il serait donc souhaitable de renforcer les capacités de recherche et d'innovation des PVD, en attirant les investissements directs étrangers dans le secteur de la recherche et développement (R&D).

Cela est possible, car, selon le Bureau d'analyse économique des États Unis, le taux de rentabilité interne sur les investissements étrangers directs est élevé en Afrique. Il a été en moyenne de 19,4% en Afrique en 2000 comparé à 18,9% au Moyen Orient, 15,1% en Asie- Pacifique, 8,3% en l'Amérique latine et 10,9% en l'Europe.

Étant donné le rôle que l'IDE peut jouer pour accélérer la croissance et la transformation économique, certains pays ont mis en place depuis des années (Afrique du Sud, Chine, Inde, Tunisie, etc.) des politiques visant à améliorer les principaux indicateurs qui influencent sur les choix d'implantation des investisseurs étrangers dans un pays. Il s'agit, notamment :

- de la stabilité économique, politique et sociale ;
- de la bonne gouvernance ;
- de l'existence des règles transparentes régissant l'entrée et l'exercice de l'activité ;
- de normes applicables au traitement des filiales étrangères des multinationales;
- du régime du commerce (barrières tarifaires et non tarifaires)
- des régimes fiscaux ;
- du régime de fonctionnement et de la structure des marchés (en particulier régimes de la concurrence et des fusions et acquisitions) ;
- de la politique des privatisations ;
- des incitations et des aides à l'investissement ;
- de la qualité des infrastructures et des équipements collectifs (écoles bilingues, qualité de vie, etc.) ;
- des services après investissement, etc.

Tout pays désireux d'attirer les investissements directs étrangers devrait prendre des mesures pour améliorer tous les indicateurs se rapportant aux paramètres ci-dessus. En ce qui concerne l'Afrique, les principaux dysfonctionnements organisationnels, politiques et économiques observés çà et là devraient être rapidement surmontés, si elle veut capter l'IDE. L'amélioration de la bonne gouvernance, un cadre réglementaire prévisible et transparent, la primauté du droit et la stabilité politique et sociale sont autant d'éléments indispensables pour créer un climat favorable à l'investissement direct étranger en Afrique. L'intégration régionale est aussi un facteur essentiel dans la mesure où la taille des marchés constitue un important levier et un facteur de rentabilité pour l'IDE. Dans cette optique, une initiative comme celle du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) devrait être encouragée. En matière de recherche et développement, des programmes nationaux visant à favoriser l'implantation des unités de R&D des entreprises des pays industrialisés devraient être mis place, par exemple:

- des programmes de renforcement des infrastructures scientifiques et technologiques nationales (création de parcs scientifiques et technologiques, des universités et des centres de recherche de qualité).
- des programmes de développement des ressources humaines de qualité ;
- la mise en place d'un cadre incitatif permettant aux entreprises, notamment étrangères à s'investir dans la R&D. ■

(* Extrait du texte présenté par Dr Efa Fouda Maître de Recherche Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Yaoundé Cameroun à la Réunion d'experts sur l'incidence de l'investissement direct étranger sur le développement.



Desjardins Développement international

Grâce au crédit qu'elle a obtenu au Centre financier aux entrepreneurs de Ouagadougou, au Burkina Faso, Jacqueline Boni a pu faire prospérer son commerce. Sur un autre continent, au Mexique, Humberto Nanguelú Torres a pu obtenir chez lui, dans une communauté rurale éloignée, le prêt dont il avait besoin grâce au service « SERFIR mobile » mis en place par l'institution SERFIR au Chiapas. Au Togo, Koffi Amegawovo a pu accéder à un régime d'assurance-vie / prêt conçu par le Centre d'innovation financière, une organisation qui regroupe six réseaux de

35 ans au service du développement international

caisses populaires ouest-africains. Ce produit innovateur lui permet de dormir tranquille, sachant désormais que lorsqu'il mourra, il ne léguera pas sa dette à sa famille. En Haïti, des dizaines de familles peuvent maintenant envoyer leurs enfants à l'école puisqu'elles ont accès au « crédit écolage », une forme de crédit scolaire offerte par les caisses populaires de Saint-Marc et de Verrettes.

Toutes ces réalisations ont ceci de commun qu'elles prennent appui sur un réseau d'institutions financières à vocation sociale, mais aussi, au plan technique, sur l'expertise de Développement international Desjardins (DID).

En 35 ans, ces institutions ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie des populations qu'elles desservent. Aujourd'hui, les quelque 800 caisses chapeautées par les 23 réseaux partenaires de DID offrent des services financiers à plus de trois millions de personnes dont l'épargne totale s'élève à 859 millions \$ CAN et dont les prêts obtenus atteignent les 778 millions \$ CAN. Parmi ces institutions partenaires, le Réseau des caisses populaires du Burkina Faso (RCPB) occupe une place toute spéciale dans l'histoire de DID puisqu'il s'agit du premier partenaire avec le quel DID a travaillé. « Ce partenariat, soutenu dès le départ par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), n'a cessé de s'enrichir avec les an-

nées, donnant lieu à plusieurs projets d'appui aux femmes et aux secteurs privé, agricole et financier », explique Yvon Bernier, vice-président, Région Afrique chez DID.

D'importants développements ont eu lieu à travers le pays depuis le passage du premier conseiller de DID dans la Bougouriba en 1972, passage qui avait amené la création de trois premières caisses d'épargne et de crédit à Diébougou, Dissin et Koper, de même que d'un réseau de caisses villageoises. Aujourd'hui, le RCPB

compte quelque 100 caisses réparties dans 45 des 55 provinces que compte le Burkina Faso. Ces caisses desservent environ 600 000 personnes, un nombre qui ne cesse de croître, et les pro-

jets que mène actuellement le réseau en collaboration avec DID visent à rendre encore plus accessibles et adéquats les services financiers qu'il offre. C'est ainsi qu'en plus de travailler à informatiser les opérations de plusieurs de ses coopératives, le RCPB a récemment mis en place une unité d'affaires qui vise à répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs. Pour Placide Tapsoba, juriste au CFE de Ouagadougou, cette unité d'affaires spécialisée est un incontournable. « Le CFE est vraiment venu leur apporter un "plus" puisque auparavant, ces entrepreneurs ne savaient même pas où aller pour obtenir un crédit à la mesure de leurs ambitions. [...] Le CFE leur permet donc de savoir que le RCPB a pensé à eux en mettant en place cette structure qui vise à les accompagner dans le développement de leurs activités », précise-t-il.

Et les bénéficiaires du CFE ne s'arrêtent pas là. Ils se font également sentir chez d'autres membres de la communauté, puisque l'appui aux petits entrepreneurs favorise la création d'emplois qui donneront la chance à de nombreuses familles de se sortir enfin du cercle vicieux de la pauvreté.

La synergie à l'oeuvre

La collaboration qui lie DID au Burkina Faso rayonne également dans toute la

sous-région ouest-africaine, puisque ce pays est le siège du Centre d'innovation financière (CIF). Cette organisation partenaire de DID, qui a été mise en place avec l'appui de l'ACDI, mais également du ministère québécois des Relations internationales et l'Agence intergouvernementale de la francophonie, regroupe six réseaux de coopératives du Burkina, du Sénégal, du Mali, du Togo et du Bénin.

Des services financiers en constante évolution

Le sens de l'innovation est une valeur qui anime tout particulièrement les institutions partenaires de DID, soucieuses de bien servir l'ensemble de la communauté. Cette capacité leur permet d'adapter constamment leurs services afin d'accompagner leurs membres au fil de l'évolution de leurs besoins. En réponse à ces besoins, une large gamme de services peut être offerte : prêts de groupe, prêts individuels, produits et services spécialisés tels que le prêt aux entreprises et le crédit à l'habitat. « C'est grâce à cet éventail de produits et services qu'un aussi grand nombre de personnes peuvent accéder à la ressource financière, et ce, d'une manière qui répond adéquatement à leurs besoins », conclut Yvon Bernier. ■



MONSIEUR Yvon Bernier vice-président, travaille à DID depuis 1987. Fort d'une expérience terrain de plus de cinq ans au Rwanda ainsi qu'à Madagascar et après avoir été chargé de plusieurs programmes de DID sur le continent africain, il a été nommé en 1998 directeur principal - Région Afrique. À ce titre, il anime le développement de la programmation de DID sur le continent africain et assure la représentation de DID auprès d'instances régionales telles que le Centre d'innovation financière (CIF) d'Afrique de l'Ouest. Il siège également pour le compte de DID au sein du conseil d'administration du Conseil canadien pour l'Afrique depuis 2004.

Titulaire d'une maîtrise en Développement régional de l'Université du Québec à Rimouski, Monsieur Bernier avait, avant son entrée à DID, travaillé auprès de différentes organisations du secteur coopératif. ■

Finances & Investissements

Nous sommes là pour vous !



Le Groupe Diplomat Investissement (GDI) est une organisation privée spécialisée dans les Investissements Directs Étrangers (IDE) et dans le Montage financier(MF). La mission du GDI consiste à offrir à ses clients des services de conseil, d'analyse, d'organisation, d'élaboration et de réalisation des projets de développement. Grâce à son expertise spécialisée dans les questions de financement et d'investissement stratégique, le GDI répond adéquatement et rapidement aux questions et attentes de ses partenaires.



GROUPE

DIPL**OMAT**
i n v e s t i s s e m e n t

www.diplomatinvestissement.com